



**MUSÉE DU QUAI BRANLY
JACQUES CHIRAC**

Etablissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac
222, rue de l'Université CS60851
75281 PARIS

ACCORD-CADRE RELATIF A DES TRAVAUX DE MENUISERIE POUR LE MUSEE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC

ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

1.	LE MUSEE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC.....	4
2.	PRESENTATION DE L’ACCORD-CADRE	5
3.	MONTANT ET FORME DE L’ACCORD-CADRE.....	5
4.	DUREE DE L’ACCORD-CADRE	6
5.	LIEUX D’EXECUTION DE L’ACCORD-CADRE	6
6.	HORAIRES D’OUVERTURE DU MUSEE ET HORAIRES DE TRAVAIL DU PERSONNEL	6
7.	CLASSEMENT DE L’ETABLISSEMENT	7
8.	ACHATS RESPONSABLES ET OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES	7
9.	INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE	8
10.	INTERVENANTS DE L’ACCORD-CADRE	10
11.	PIECES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE – DOCUMENTS CONTRACTUELS	13
12.	PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA REALISATION DES PRESTATIONS	14
13.	DELAIS D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	16
14.	PROPRIETE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE.....	17
15.	OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE.....	19
16.	CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS	20
17.	PREPARATION – COORDINATION – EXECUTION DES TRAVAUX.....	21
18.	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	29
19.	MODALITES D’EMISSION ET D’EXECUTION DES BONS DE COMMANDE.....	32
20.	MODALITES DE PASSATION ET D’EXECUTION PAR MARCHES SUBSEQUENTS.....	34
21.	DISPOSITIONS FINANCIERES	36
22.	MODALITES DE REGLEMENT	39
23.	PENALITES.....	41
24.	RESILIATION.....	44
25.	ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS	45
26.	PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT, SANTE ET SECURITE	46
27.	PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	47
28.	PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES RELATIVE AU CONTROLE ET AU SUIVI DE L’ACTION D’INSERTION	47
29.	SOLIDARITE.....	48



30. REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	49
31. DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX	49

1. LE MUSÉE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC

1.1 Présentation

Etablissement public à caractère administratif, le musée du quai Branly - Jacques Chirac a pour mission de donner leur juste place, dans les institutions muséographiques et scientifiques françaises, aux collections nationales d'œuvres représentatives des arts et civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et aux connaissances scientifiques qui s'y rapportent.

Dans ce but il conçoit, réalise et gère un ensemble culturel original à caractère muséologique et scientifique, chargé de conserver et de présenter au public des biens culturels représentatifs des arts et des civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et de développer la recherche fondamentale et appliquée, d'expertiser, de rassembler, d'enseigner, de valoriser et de diffuser les connaissances relatives à ces arts, aux sociétés et civilisations qui les ont produits ou en qui en sont héritières et de participer à l'effort national et international de préservation du patrimoine matériel et immatériel de ces sociétés.

Il s'agit de répondre par la diversité des offres à celle des publics, de développer une pratique nouvelle des relations internationales avec les pays d'origine, de rendre accessibles des collections exceptionnelles, de proposer un centre de ressources, de recherche et de formation, de disposer d'un lieu d'expression des cultures vivantes, de permettre l'évolution du concept fondateur du projet, d'organiser un dispositif technique et administratif adapté.

Musée d'arts et de civilisation, il a une double vocation, conservation et présentation des collections d'une part, contribution à la recherche et à l'enseignement d'autre part.

1.2 Diversité – Egalité professionnelle et lutte contre les discriminations

Le ministère de la Culture a obtenu les deux labels « Diversité » et « Égalité ». Le musée du quai Branly-Jacques Chirac est également détenteur des deux labels.

Il s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- Un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le musée du quai Branly – Jacques Chirac s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le musée du quai Branly – Jacques Chirac souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature du contrat le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le ministère de la Culture.

Ce questionnaire prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse sera communiquée au moment de l'attribution de l'accord-cadre.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution de l'accord-cadre si la personne publique lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre si ce dernier est pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du contrat. Le représentant de la personne publique compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

2. PRESENTATION DE L'ACCORD-CADRE

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet des travaux de menuiserie pour le musée du quai Branly - Jacques Chirac.

Les détails techniques des prestations sont précisés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2.2 Variantes, tranches et prestations supplémentaires éventuelles

Le présent accord-cadre ne comprend aucune tranche, variante obligatoire ou facultative, ni prestation supplémentaire éventuelle (PSE). Ces éléments peuvent néanmoins être demandés dans le cadre de la passation de marchés subséquents.

3. MONTANT ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu à prix unitaires uniquement.

Les prix unitaires sont issus du bordereau de prix unitaires (BPU) présenté en annexe 1 à l'acte d'engagement, du bordereau des coefficients de remise applicables aux catalogues et de(s) catalogue(s) électronique(s) des fournisseurs des titulaires.

Le présent accord-cadre ne comporte pas de montant minimum et comporte un montant maximum de sept cent mille euros hors-taxes (700 000 € HT) sur la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises.

L'accord-cadre sera exécuté par bons de commandes et par marchés subséquents en application de l'article R2162-3 du Code de la commande publique et dans les conditions définies à l'article 19 et 20 du présent CCAP.

Il est multi-attributaires et est conclu avec au maximum les trois (3) candidats ayant obtenu les meilleurs notes globales à l'issue de l'analyse des offres.

L'Etablissement se réserve la possibilité de ne pas passer par le présent accord-cadre pour des opérations pouvant être qualifiées d'unités fonctionnelles déterminées, justifiant la passation d'un marché ou d'un accord-cadre ad hoc.

4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu de la date de notification au dernier titulaire pour une durée initiale d'un (1) an. Il pourra être reconduit trois (3) fois pour la même durée par décision tacite de la personne publique.

Le cas échéant, la personne publique prendra par écrit la décision de ne pas reconduire l'accord-cadre trois (3) mois au moins avant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre aux titulaires. En cas de non-reconduction, les titulaires ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Le présent accord-cadre étant multi-attributaires, la durée de celui-ci est appréciée à compter de la date de notification au dernier titulaire. Cette date sera communiquée par l'envoi d'un message via la plateforme des achats de l'Etat avec accusé de réception à l'ensemble des titulaires.

En application de l'article L2125-1 du Code de la commande publique, la durée totale de l'accord-cadre ne pourra dépasser quatre (4) ans. Les marchés subséquents et les bons de commandes émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre peuvent s'exécuter au-delà, jusqu'à la réception des prestations objets pour les marchés subséquents ou dans une limite de trois (3) mois pour les bons de commande.

5. LIEUX D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Les travaux réalisés au titre du présent accord-cadre pourront concerner les sites ci-dessous :

Etablissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac
222 rue de l'Université CS60851 - 75281 PARIS.

Entrepôt du musée du quai Branly - Jacques Chirac situé à Morangis
27-29 rue Gustave Eiffel
91420 MORANGIS

Pavillon des Sessions du musée du Louvre
Musée du Louvre
75001 PARIS

L'Etablissement se réserve la possibilité de communiquer aux titulaires de l'accord-cadre tout autre site situé en région Ile-de-France où les travaux pourront avoir lieu.

6. HORAIRES D'OUVERTURE DU MUSEE ET HORAIRES DE TRAVAIL DU PERSONNEL

A titre d'information et en dehors de toute fermeture exceptionnelle, pour le site situé au 222 rue de l'Université, 75007 PARIS, les horaires sont les suivants :

ESPACES PUBLICS : horaires d'ouverture du musée au public :

- Le mardi, le mercredi, le vendredi, le samedi et le dimanche : de 10h00 à 19h00.
- Le jeudi : de 10h00 à 22h00.
- Le jardin est ouvert entre 9h15 et 19h30 le mardi, le mercredi, le vendredi, le samedi et le dimanche et à 22h15 le jeudi.
- Jour de fermeture hebdomadaire : lundi, à l'exception des vacances scolaires toutes zones (vacances d'hiver, de printemps, Toussaint, de Noël).
- Jours de fermeture annuels : les 1^{er} mai et 25 décembre.

ESPACES ADMINISTRATIFS : Horaires de travail

- Du lundi au vendredi : de 8h00 à 20h00.

AIRE DE LIVRAISON :

Hauteur max : 3,5 m.

- Du lundi au vendredi : de 7h00 à 19h00.

Ces horaires sont susceptibles d'évoluer. Les titulaires ne pourront prétendre à aucun supplément de prix ni à aucune indemnité de ce fait.

Pendant les horaires d'ouvertures aux publics il sera refusé d'évacuer et ou d'amener des objets de grandes dimensions. Cela pourra se faire le matin avant l'ouverture au public.

Livraisons et approvisionnements

L'acheminement se fera par l'accès livraisons. Toute livraison devra faire l'objet, 24h à l'avance, d'une demande au PCS.

L'accès au monte-charge de l'établissement est permis, dans la limite de ses capacités maximales de poids, de taille. Le titulaire devra prévoir les protections nécessaires dans les cabines, et veiller à ne pas générer de salissures ou de dysfonctionnements, pour lesquelles les remises en état seront à ses frais (exemple : porte monte-charge bloquée, etc). La MOA se réserve le droit d'interdire l'accès au monte-charge en cas de nuisances répétées.

Les approvisionnements sur les zones chantier se font hors des horaires d'ouverture, en l'absence de public.

Le plateau des collections contient de nombreuses vitrines et œuvres qui doivent faire l'objet d'une attention particulière. Ainsi, les volumes de chaque approvisionnement devront être contenus sur des chariots qui n'emprunteront que les cheminements autorisés à l'avance. Dans le cas où une manipulation pourrait présenter un risque pour une vitrine ou une œuvre, des protections adaptées seront à mettre en place et tout protocole devra être validé en amont par le MOE et la MOA.

Les cheminements sur le plateau des collections doivent être propres et libérés de tout matériel chantier à minima une demi-heure avant l'ouverture au public.

En présence du public, il est demandé au titulaire de s'assurer que les flux humains et matériels ne peuvent en aucun cas générer de nuisances ou de danger pour le public.

7. CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Le musée du quai Branly - Jacques Chirac est un établissement recevant du public (E.R.P) de 1^{ère} catégorie de type Y avec des activités de L, N, M, R, S et PS pouvant accueillir, à ce titre, 4 820 personnes (public et personnels).

8. ACHATS RESPONSABLES ET OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le musée du quai Branly – Jacques Chirac est dédié à la préservation et à la valorisation de la diversité des cultures à travers le monde. Alors que la destruction des écosystèmes menace toujours plus la pérennité des cultures, le musée assume une responsabilité particulière en matière environnementale.

Etablissement en charge d'une mission de service public culturel, le musée du quai Branly – Jacques Chirac endosse aussi une responsabilité sociale et sociétale forte, à travers des objectifs d'égal accès aux arts et aux savoirs, d'accessibilité au plus grand nombre et, plus largement, de lutte contre toutes formes de discriminations.

Pour l'ensemble de ces raisons, le musée développe depuis plusieurs années une politique d'achats responsables. A ce titre, dans le cadre de l'exécution des prestations du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à :

- Limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport dans la réalisation des prestations. La planification du transport doit permettre d'éviter la circulation pendant les heures de pointe, de privilégier le transport groupé des personnes et fournitures objet de l'accord-cadre afin de réduire les déplacements de véhicules. Le titulaire favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou transports en commun ;
- Privilégier l'utilisation de matériaux recyclables et/ou recyclés et/ou à faible consommation énergétique ;
- Favoriser le reconditionnement et le retraitement des équipements usés ;
- Limiter sa production de papiers et privilégier l'utilisation de papiers issus d'une gestion durable des forêts ;
- Encourager et agir dans la sensibilisation de son personnel afin de généraliser les pratiques respectueuses de l'environnement ;
- Proposer au musée, à tout moment de l'exécution du contrat, toute suggestion permettant de limiter l'impact environnemental dans la réalisation des prestations ;
- Veiller à ce que soient effectuées les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et évacuation des déchets créés vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article 20.2.2 du CCAG-TRAVAUX, le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales exigées au titre du présent accord-cadre.

9. INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent accord-cadre une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

L'entreprise titulaire doit réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

9.1.1 Les publics visés

Les publics visés par la mise en œuvre de la clause d'insertion sont :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- Les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit ;
- Les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage) ;
- Les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C) ;
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance » ;

- Les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet ;
- Les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire ;
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion doivent impérativement relever de ces catégories.

9.1.2 Volume horaire de travail minimum obligatoirement réservé aux publics visés

Le volume horaire de travail minimum suivant est obligatoirement réservé aux publics visés par la mise en œuvre de la clause d'insertion :

Nombre d'heures d'insertion à réaliser <u>pour la durée de l'accord-cadre : 1 an / renouvelable 3 fois</u>	
Lot unique	1h pour 1 200 euros de commandes

Les heures seront réparties par titulaire proportionnellement aux commandes passées.

9.1.3 Modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent accord-cadre et la réception des travaux.

Le titulaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire :

L'entreprise titulaire peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise titulaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante de l'accord-cadre, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise titulaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés :

L'entreprise titulaire peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée de l'accord-cadre. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une association intermédiaire ou d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion, un atelier et chantier d'insertion ou une entreprise adaptée :

L'entreprise titulaire peut sous-traiter ou cotraiter des prestations en lien avec l'objet de l'accord-cadre à une entreprise d'insertion, un atelier et chantier d'insertion ou une entreprise adaptée.

9.1.4 Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause sociale

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Ensemble Paris Emploi Compétences

Solange AWUKLU

Chargée de projets clauses sociales et relation entreprises

solange.awuklu@epec.paris

01 84 83 07 07 - 07 56 19 05 80

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise titulaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

9.1.5 Modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification de l'accord-cadre.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie. De son côté, le pouvoir adjudicateur transmet à l'EPEC copie des bons de commande passés en exécution de l'accord-cadre afin de permettre le calcul et la vérification des heures d'insertion.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur (interlocuteurs à désigner) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

solange.awuklu@epec.paris

et

bibata.maiga@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 23.8 du présent CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue de l'accord-cadre, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution de l'accord-cadre.

10. INTERVENANTS DE L'ACCORD-CADRE

10.1 Pilotage de l'accord-cadre

La Direction des moyens techniques et de la sécurité (DMTS) du musée du quai Branly – Jacques Chirac, est chargé du suivi et de la conduite du présent accord-cadre ainsi que de la maîtrise d'œuvre, le cas échéant.

10.2 Exploitant

L'exploitation des espaces est assurée par le titulaire du marché « contrat multiservices » (CMS) désigné dans le présent CCAP sous le terme « l'exploitant ».

Les titulaires du présent accord-cadre prendront contact avec les représentants du titulaire du CMS en charge de l'exploitation du musée, pour tout ce qui concerne les interfaces éventuelles des travaux en lien avec le fonctionnement du musée.

10.3 Contrôle technique de construction (CTC)

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de désigner un contrôleur technique de construction (CTC) si la nature des travaux l'exige. Son nom et son adresse seront communiqués aux titulaires, le cas échéant.

10.4 Prescriptions en matière d'hygiène et de sécurité

Les prestations objets de l'accord-cadre entrent dans le champ d'application du décret n°92-158 du 20 février 1992 modifié par le décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure et de ce fait, les entrepreneurs sont tenus au respect des dispositions y figurant. Pour ce faire, chaque titulaire doit :

- Participer à l'élaboration d'un plan de prévention avant tout commencement d'exécution sur site en vue de prévenir les risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations, les équipements et les matériels, afin de définir les modalités de prévention adaptées à son intervention, et prendre connaissance des consignes de sécurité en vigueur sur le site ;
- Transmettre par courriel au pouvoir adjudicateur ou à son représentant une note d'information préalable précisant les dates d'intervention, les durées, le nombre de salariés affectés, les noms et qualités des personnes responsables (chefs de site) ;
- Informer ses salariés et ses sous-traitants des dispositions retenues.

Chaque titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité.

A ce titre, chaque titulaire devra observer les dispositions particulières de sécurité liées à la nature des prestations définies dans le présent accord-cadre, les bons de commandes et les marchés subséquents. Ces dispositions sont réputées avoir été prises en compte pour l'établissement de tous les prix. Les titulaires ne pourront prétendre à aucune prolongation des délais ni à aucune indemnité à ce titre.

Le plan de prévention sera établi conjointement entre le pouvoir adjudicateur et les titulaires de l'accord-cadre en début d'exécution et sera actualisé chaque année au moment du renouvellement annuel de l'accord-cadre.

Les travaux pourront être soumis à l'intervention d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS), pour les commandes qui, en application du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 portant sur l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil, le nécessiteront.

Chaque titulaire a l'obligation de faciliter la mission du CSPS.

10.5 Conduite d'opérations - OPC

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de désigner un prestataire externe pour la mission de conduite d'opérations, si la nature des travaux à réaliser l'exige. Son nom et son adresse seront communiqués aux titulaires, le cas échéant.

10.6 Maîtrise d'œuvre

Le pouvoir adjudicateur pourra désigner un prestataire externe pour la mission de maîtrise d'œuvre, si la nature des travaux l'exige. Son nom et son adresse seront communiqués aux titulaires, le cas échéant.

10.7 Titulaire de l'accord-cadre

Les titulaires ou les membres du groupement désignés à l'article 1 de l'acte d'engagement ayant en charge la réalisation des prestations sont désignés dans le présent CCAP sous le nom « le titulaire ».

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de la personne publique, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à la personne publique dans les délais requis ou impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à la personne publique les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

Conformément à l'article R.2194-6 2° du code de la commande publique, le titulaire doit informer et remettre à l'établissement l'ensemble des pièces justificatives lorsque le titulaire souhaite obtenir l'accord préalable au transfert de son marché au titre d'une opération de restructuration dans les conditions autorisées par la commande publique. Si ce dernier n'apporte pas les éléments de justification de la restructuration ou informe tardivement le musée de sa nouvelle situation à l'appui des pièces justificatives, l'établissement se réserve le droit de résilier le marché au tort du titulaire.

10.8 Cotraitance

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG-TRAVAUX sont applicables. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant de la personne publique jusqu'à la date d'expiration de l'accord-cadre, à laquelle ces obligations prennent fin et jusqu'à l'exécution complète des bons de commandes et marchés subséquents pris en application de l'accord-cadre.

10.9 Sous-traitance

Le titulaire sous-traite les prestations dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-14 du Code de la commande publique **et** aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

La sous-traitance totale est interdite.

Si la demande d'acceptation et d'agrément n'a pas été faite au moment du dépôt de l'offre pour l'attribution de l'accord-cadre, elle pourra avoir lieu à tout moment pendant la durée de l'accord-cadre à condition d'avoir obtenu du musée du quai Branly – Jacques Chirac l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, sur présentation de la déclaration de sous-traitance

à la personne publique (*formulaire DC4*) dans les conditions définies à l'article 3.6 du CCAG-TRAVAUX.

Le sous-traitant accepté et agréé est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution, par la personne publique lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 euros TTC.

Le titulaire reste responsable de toutes les obligations résultant du présent accord-cadre, y compris celles qui sont sous-traitées.

En tout état de cause, la déclaration de sous-traitance doit être adressée à la personne publique avant tout début d'intervention du sous-traitant. Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire dans les conditions de l'article 52.2 du CCAG-TRAVAUX.

11. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TRAVAUX, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
 - Annexe n°2 : Bordereau des coefficients de remise applicables aux catalogues ;
 - Annexe n°3 : Attestation relative à la clause sociale ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le(s) catalogue(s) des fournisseurs du titulaire ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Le SOGED du titulaire ;
- Le ou les formulaires DC4 valant demande d'acceptation du ou des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du ou des contrats de sous-traitance, le cas échéant ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCA-TRAVAUX), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106871A) ;
- Les cahiers des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux ;
- Les fascicules interministériels applicables aux marchés publics de travaux (CCTG) et règles de calcul DTU en vigueur à la date de remise des offres ;
- En l'absence du CCS (cahier des clauses spéciales), DTU (document technique unifié), les règles, recommandations et guides techniques publiés par les Unions nationales professionnelles adhérentes à la Fédération nationale du bâtiment ;
- La réglementation des services techniques publics locaux (GDF, EDF, eaux, pompiers notamment) ;
- Les normes homologuées en France, et en particulier les normes AFNOR ;
- Les avis techniques du CSTB et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis ;
- La réglementation des services publics nationaux et locaux (sécurité, sanitaires, etc.) auprès desquels les titulaires devront s'informer afin d'exécuter leurs travaux en conformité avec ces règlements (décrets, arrêtés, circulaires, règlements ERP, etc.) émanant des administrations

(ministères, services préfectoraux, municipaux, etc.) auxquels l'opération serait soumise par sa nature particulière ;

- En phase d'exécution des travaux, les textes et normes applicables pour la protection de l'environnement et du voisinage contre les nuisances, notamment acoustiques :
 - Normes des engins de chantier / Niveaux vibratoires : Norme Française E 90401, norme ISO 2631 ;
 - Bruit aérien : décret du 18 avril 1995 (n° 95-408) et arrêté du 10 mai 1995 concernant les niveaux de bruit acceptables pour les riverains ;
 - Arrêté du 12 mai 1997 concernant l'utilisation d'engins dûment homologués s'agissant de leurs caractéristiques acoustiques.

Nota : les pièces générales sont contractuelles et réputées connues de chaque titulaire bien qu'elles ne soient pas matériellement annexées au dossier du présent accord-cadre.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au 1^{er} jour du mois d'établissement des prix.

12. PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA REALISATION DES PRESTATIONS

La description des prestations est détaillée dans le CCTP du présent accord-cadre.

Les manutentions et la mise en place de barrières doivent impérativement être réalisées en dehors des horaires d'ouverture du site.

12.1 Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

Les dispositions des articles 21 et 23 du CCAG-TRAVAUX sont applicables.

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé aux titulaires de l'accord-cadre ou n'est pas déjà fixé par les pièces constitutives de l'accord-cadre ou du marché subséquent ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Le pouvoir adjudicateur a le droit, à tout moment, de demander aux titulaires des marchés subséquents et des bons de commandes les documents justifiant leur provenance et leur qualité.

La terminologie applicable aux matériaux et aux ouvrages est celle définie par l'AFNOR et le REEF.

Sous réserve de conformité avec les prescriptions du CCTP et acceptation du pouvoir adjudicateur, l'utilisation de matériaux, matériels, outillages et fournitures d'origine étrangère pourra être envisagée, en application de l'article 23.2 du CCAG-TRAVAUX.

Cette possibilité sera valable pour tous produits en provenance de l'Union européenne et pour les produits d'autres provenances sous les réserves formulées ci-après et respectant la réglementation en matière d'importation.

En tout état de cause, les produits concernés, quelle que soit leur origine, devront être conformes aux normes françaises ou avoir fait l'objet d'un avis favorable de l'organisme français ad hoc.

Il reste entendu que le choix d'un produit d'origine étrangère ne saurait autoriser à se prévaloir d'un droit quelconque à déroger à ses obligations contractuelles, entre autres retard des travaux dû à un délai de livraison important ou refus d'autorisation d'importation, demande de majoration de prix du fait des cours des changes, des droits de douane, etc.

Par ailleurs, en cas d'utilisation d'un matériel ou de matériaux étrangers, il sera exigé suivant le cas :

- Soit l'accord du service national compétent (service des Mines à titre d'exemple) ;
- Soit procès-verbaux d'essais en laboratoires permettant leur identification et correspondance aux normes françaises.

Les démarches et frais occasionnés de ce fait seront à la charge exclusive des titulaires.

Quoi qu'il en soit, l'utilisation de matériaux, matériels et équipements d'origine étrangère devra faire l'objet d'une demande présentée par chacun des titulaires de l'accord-cadre lors de la remise de leur offre. Les demandes devront expliciter le détail de matériaux, matériels et équipements d'origine étrangère afin que le pouvoir adjudicateur en soit pleinement informé avant notification des marchés subséquents et des bons de commandes.

12.2 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

La conformité des matériaux, produits et composants de construction aux spécifications des travaux sera établie soit par une attestation délivrée par un organisme établi dans l'Espace économique européen et accrédité selon les normes NF EN ISO/CEI 17025 et NF EN 45011 par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord européen multilatéral pertinent pris dans le cadre de European co-operation for Accreditation (EA), coordination européenne des organismes d'accréditation, soit selon les modalités prévues au CCTP.

12.3 Fiabilité des ouvrages et matériels au jour fixé pour la réception

Tous les composants entrant dans la réalisation des travaux, y compris ceux ayant été utilisés pour la bonne marche du chantier, doivent offrir, au jour fixé pour la réception, une fiabilité égale à celle que ces composants ont à l'état de neuf. Toutefois, l'usure due aux essais et vérifications prescrits par le marché n'entraîne pas l'obligation de remplacement du composant ou de la partie du composant ayant subi lesdits essais ou vérifications.

12.4 Échantillons – Prototypes

Il appartiendra à chaque titulaire de présenter à ses frais et dans les délais adéquats, pour approbation au pouvoir adjudicateur, tous les échantillons et modèles ou maquettes d'éléments nécessaires à l'exécution des prestations.

Les retards qui surviendraient du fait de la non-observation de la prescription précédente seront sanctionnés comme des retards d'exécution visés à l'article 23.1.

L'appréciation de la similitude des matériaux présentés par le titulaire d'une commande avec les matériaux de référence prescrits soit dans le CCTP soit dans le projet de marché subséquent, le cas échéant, appartiendra au pouvoir adjudicateur.

En cas de divergence de vue avec le titulaire en ce qui concerne cette similitude, celui-ci sera tenu de fournir les matériaux de référence aux mêmes caractéristiques.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée avant l'accord du pouvoir adjudicateur sur les échantillons présentés, consigné sur un registre réservé à cet effet par le pouvoir adjudicateur.

12.5 Travaux à proximité des œuvres

Lorsque des travaux doivent se dérouler à proximité des œuvres, dans les réserves ou les magasins de la médiathèque ou tout autre lieu dans lequel il peut y avoir des œuvres, les titulaires devront respecter les mesures mises en place par l'établissement public.

Seuls les personnels de la régie des œuvres et des réserves ou les personnes accréditées par la régie des œuvres et des réserves sont habilités à décider de la nécessité du déplacement des œuvres.

12.6 Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36.2.1 du CCAG-TRAVAUX, les titulaires communiquent au maître d'ouvrage un schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED) à l'appui de son offre précisant :

- La méthode de prévention de la production des déchets ;
- Les mesures prises pour le tri sur les chantiers ;
- Le transport et le mode de stockage des déchets ;
- Les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets ;
- Les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne responsable des déchets.

Ce SOGED sera fourni lors de la remise de l'offre et aura valeur contractuelle.

Par dérogation à l'article 36.2.2, afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus de chantiers, le titulaire doit être en mesure de fournir les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets.

Les bordereaux numérotés de suivi des déchets pour en assurer la traçabilité contenant :

- L'identification du transporteur ;
- L'identification de l'éliminateur et le type d'installation (centre de tri, centre de stockage, incinération, valorisation...) ;
- Le justificatif des volumes des matériaux recyclés.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de contrôler de façon ponctuelle la traçabilité des déchets en demandant au(x) titulaire(s) la production du bordereau concerné quand il le souhaite. Pour rappel, pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

Par dérogation à l'article 36.2.3 du CCAG-TRAVAUX, en cas d'absence de production des éléments mentionnés ci-dessus, le titulaire se voit appliquer des pénalités, sans mise en demeure préalable, précisées à l'article 23.7 du présent CCAP.

En tout état de cause, les titulaires prennent les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Lors de chaque consultation, il pourra également être demandé aux titulaires les fiches d'identification des produits mis en œuvre, leur niveau d'énergie grise, l'importance des COV, les quantités de matières à base de produits fossiles, les modes de destruction en fin de vie, leur potentialité de recyclage ou de valorisation, et l'indication de leur provenance.

12.7 Langue applicable

La langue applicable en exécution du présent accord-cadre est la langue française. Les livrables demandés dans chaque bon de commande et/ou marché subséquent sont rédigés en langue française.

13. DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les délais d'exécution seront ceux prévus dans le présent CCP, ou ceux précisés dans les bons de commande ou les marchés subséquents.

Calendrier d'exécution des travaux

A l'issue de la notification du marché subséquent ou de l'émission du bon de commandes, la Direction des moyens techniques et de la sécurité (DMTS) pourra organiser une réunion avec le titulaire concernant le planning détaillé d'exécution des travaux. Si la DMTS décide de la nécessité d'organiser une telle réunion, compte tenu de la nature des travaux à exécuter, un calendrier détaillé d'exécution

des travaux sera alors élaboré conjointement avec le titulaire du marché subséquent et validé par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Ce calendrier détaillé d'exécution des travaux remplacera le calendrier prévisionnel d'exécution des prestations annexé, le cas échéant, au marché subséquent ou au bon de commande.

13.1 Suivi du calendrier

Le constat d'avancement du chantier est hebdomadaire.

Pour cela, le titulaire remettra au plus tard pour la réunion d'avancement hebdomadaire un exemplaire de la feuille hebdomadaire de pointage des études et travaux sur laquelle il sera porté, pour la semaine écoulée :

- Les avances ou retards constatés ;
- Les motifs des retards ;
- Les prévisions de rattrapage ;
- Les effectifs présents sur le chantier ;
- Les journées d'intempéries éventuelles.

Par dérogation à l'article 52 du CCAG-TRAVAUX, les dispositions suivantes s'appliquent :

- En cas de retard constaté de l'entrepreneur par rapport au calendrier détaillé d'exécution ou lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le représentant du pouvoir adjudicateur lui impose d'exécuter les prestations, dans un nouveau délai imparti, précisé par une décision qui lui est notifiée par courriel. Cette obligation ne suppose pas la rédaction d'une mise en demeure pour le musée.

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure dans un délai de cinq (5) jours calendaires, la poursuite des travaux peut être ordonnée, à ses frais et risques, ou la résiliation du marché subséquent peut être décidée.

14. PROPRIETE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

14.1 Propriété industrielle et commerciale

Conformément à l'article 48.2.2 du CCAG-TRAVAUX, les titulaires prendront à leur charge les éventuels frais et redevances pour l'utilisation des brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce qu'il serait amené à utiliser même s'ils lui sont imposés lors de l'exécution des travaux.

14.2 Obligation de secret des titulaires de l'accord-cadre

Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent, tant en leur nom qu'en celui de leur personnel, à respecter le secret de l'accord-cadre, des bons de commandes et des marchés subséquents et à ne pas divulguer ou transférer à des tiers, à quelque titre que ce soit, et de quelque façon que ce soit, directement ou indirectement, les informations transmises, acquises ou résultant de l'exécution des marchés subséquents, des contacts avec le personnel du maître d'ouvrage, de la connaissance des lieux et des méthodes de travail du maître d'ouvrage.

Ils s'engagent à observer ou faire observer toutes les consignes de confidentialité particulières que le maître d'ouvrage leur donnerait.

Par information, il faut entendre notamment et non limitativement les renseignements, résultats, plans, calculs, dessins, études, conceptions, projets, réalisations ainsi que leurs supports, quelle qu'en soit la nature scientifique, technique, technologique, commerciale, financière ou autre.

L'obligation de secret subsistera aussi longtemps que les informations ne seront pas devenues de notoriété publique sans infraction à ce contrat.

Il est entendu que ces obligations s'appliquent aux titulaires de l'accord-cadre, des bons de commandes et des marchés subséquents, aux sous-traitants éventuels et à chacun de leur préposé à titre personnel.

Les titulaires reconnaissent avoir été informés que toute divulgation d'information confidentielle est susceptible de tomber sous le coup :

- De l'article 226-13 du Code pénal ;
- De l'article 43 de la loi 78.17 du 6 janvier 1978 (loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

14.3 Propriété des plans, des études et des résultats

Les plans et documents techniques remis par le maître d'ouvrage aux titulaires de l'accord-cadre lors de l'exécution des travaux sont et restent la propriété exclusive du maître d'ouvrage et doit lui être restitués après exécution.

De convention expresse, l'ensemble des études, les projets, plans devis, documents techniques divers, logiciels et résultats brevetables ou non résultant de l'exécution de l'accord-cadre, des bons de commandes et des marchés subséquents sont la propriété pleine et entière du maître d'ouvrage qui peut les utiliser et les reproduire à toutes fins sans que le titulaire puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit, les règlements effectués au titre de l'article « Prix » couvrant tous les chefs de rémunération dont le titulaire et/ou les auteurs et/ou les inventeurs peuvent se prévaloir, notamment les rémunérations et gratifications prévues par convention collective ou par des dispositions légales relatives aux droits de propriété intellectuelle.

En conséquence, les études, plans, projets, documents, logiciels, résultats, ne peuvent, sans l'autorisation préalable et écrite du maître d'ouvrage, être utilisés par les titulaires de l'accord-cadre pour leur propre usage, ni être recopiés, reproduits ou communiqués à des tiers : en cas de vol, disparition ou incident relatif à cette clause, les titulaires de l'accord-cadre en aviseront immédiatement le maître d'ouvrage.

14.4 Droits de propriété intellectuelle

De convention expresse, tous les droits de propriété intellectuelle, tels que les droits d'auteur sur les logiciels ou autres créations de l'esprit, brevets, modèles, résultant de l'exécution des bons de commandes et des marchés subséquents, sont cédés à titre exclusif au maître d'ouvrage, à l'exception notamment du droit moral de l'auteur ou la qualité de l'inventeur, dans le respect des dispositions légales et réglementaires. Le prix de cette cession est considéré être répercuté sur les prix unitaires qu'il aura fixés dans le bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre.

Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à obtenir de leur personnel et de leurs sous-traitants et contractants les cessions des droits nécessaires à cet effet.

Pour les créations relevant des dispositions légales sur la propriété littéraire et artistique et en particulier les logiciels, le bureau d'études de l'entreprise déclare céder au maître d'ouvrage et à toute personne qui pourra se substituer tous les droits d'exploitation, de reproduction, de représentation, de commercialisation et d'utilisation pour tous les usages dans le monde entier et ce pour toute la durée des droits de propriétés intellectuelles fixés par les textes en vigueur.

En ce qui concerne les brevets et modèles et autres droits de propriété industrielle qui peuvent être pris à l'occasion des études effectuées dans le cadre des marchés subséquents :

- Le maître d'ouvrage dispose du droit exclusif de ne pas protéger les inventions ou de déposer ou faire déposer par une société toutes demandes de brevets ou de modèles, mention y étant faite de la participation du titulaire du marché. Le maître d'ouvrage, propriétaire de ces brevets et modèles, a toute liberté de les exploiter à sa convenance. Toutefois, si les titulaires des marchés subséquents désirent exploiter ces brevets et modèles pour eux-mêmes ou pour d'autres clients, le maître d'ouvrage s'engage à examiner la demande et à convenir avec eux des modalités de la licence, étant entendu que le maître d'ouvrage ne refusera l'octroi d'une licence que pour des motifs sérieux et légitimes ;
- Dans le cas où le maître d'ouvrage renoncerait explicitement à prendre tout ou partie des brevets ou modèles et ne désirerait pas protéger par le secret des inventions protégeables, toute liberté serait laissée aux titulaires de les prendre à son nom et à ses frais, en concédant

toutefois au maître d'ouvrage une licence gratuite limitée au seul besoin du maître d'ouvrage pour un usage direct ou par l'intermédiaire d'un tiers.

14.5 Recours en garantie en cas de contrefaçon

Les titulaires de l'accord-cadre sont tenus de garantir le maître d'ouvrage contre toute revendication de tiers concernant les fournitures, matériaux, procédés ou moyens utilisés pour l'exécution des travaux ainsi que pour l'exploitation par le maître d'ouvrage des résultats du contrat.

Au besoin, les titulaires de l'accord-cadre obtiendront, à leurs frais, toutes les autorisations nécessaires.

En cas d'action dirigée contre le maître d'ouvrage pour violation d'un droit de propriété intellectuelle en raison de l'exploitation des résultats, les titulaires prendront toute initiative :

- Soit pour procéder aux modifications nécessaires pour faire cesser le trouble subi par le maître d'ouvrage ;
- Soit pour parvenir, à ses frais, à une transaction et, à défaut de succès, il interviendra à la procédure.

Les frais de l'instance, ainsi que les indemnités de contrefaçon, de même que les dommages dus à une interruption forcée de l'exploitation des résultats, seront à la charge des titulaires.

15. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations à fournir. A ce titre, il est responsable notamment de la définition et de la coordination des moyens qu'il doit mettre en œuvre, du respect des dispositifs méthodologiques présentés au présent CCAP.

Il appartient au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations de l'accord-cadre, de conseiller le musée, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir, et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations à réaliser.

En particulier, en cas de difficultés susceptibles d'entraîner un retard dans l'exécution des prestations ou d'abaisser la qualité de service, le titulaire s'engage à informer immédiatement le musée et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour y remédier.

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du musée reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'Art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément de prix.

Le titulaire s'engage :

- à exécuter les prestations dans les règles de l'art, et dans les meilleures conditions de sécurité des biens et des personnes,
- à se conformer aux moyens qu'il aura notamment prévus dans son offre technique, et qui auront été approuvés par la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre ou à ceux qui auront été déterminés lors des réunions préparatoires. Dans le cas où il les modifierait, il en aviserait la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre et le responsable scientifique concerné. Toute modification devra obtenir un accord préalable écrit du musée avant sa mise en œuvre,
- à respecter les conditions d'exécution fixées lors des réunions préparatoires ci-dessus,
- à prévoir les protections nécessaires contre toutes détériorations des biens.

Avant tout début d'exécution des prestations, le titulaire sera réputé avoir pris pleine connaissance de tous les éléments en relation avec l'exécution des prestations, et d'avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et sujétions.

En conséquence, il devra solliciter toute information complémentaire dont il ressentirait le besoin avant d'engager les opérations.

16. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

16.1 Conditions générales

Le titulaire exerce ses fonctions pour le compte de l'établissement public en liaison avec celui-ci.

Le titulaire s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires auprès de l'établissement public, compte tenu de la nature et du domaine d'intervention qui lui sont confiés par le présent accord-cadre. Il doit mettre en garde l'établissement public contre d'éventuelles conséquences néfastes des dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à sa connaissance tout au long de sa mission.

Pour l'exécution de sa mission, le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions de travail organisées par l'établissement public dès lors que des questions le concernant y seront abordées.

L'exécution de certaines prestations pourra être précédée de réunions préparatoires faisant l'objet de comptes rendus adressés au titulaire pour prise en compte des dispositions indiquées. Au cours de ces réunions seront notamment examinés les moyens à mettre en œuvre pour la réalisation des prestations.

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage à exécuter les travaux objets des bons de commandes et des marchés subséquents aux dates et dans les délais maximaux impartis par le musée du quai Branly - Jacques Chirac.

Le titulaire devra assurer toutes les opérations d'assistance avec des agents spécialisés dans les différents domaines techniques liés au présent accord-cadre.

16.2 Conduite des opérations de l'accord-cadre

16.2.1 Responsable d'opérations

Le titulaire a désigné dans son offre un « responsable d'opérations » qui sera l'interlocuteur privilégié de l'établissement public. Le titulaire s'engage à nommer un interlocuteur privilégié de l'Etablissement public pour le suivi des opérations et des commandes afin de garantir la fluidité des échanges et de minimiser les pertes d'information.

Il devra :

- participer aux différents échanges et à la préparation des opérations réalisées,
- coordonner toutes les interventions pour le titulaire,
- engager le titulaire lors des opérations de vérification.

16.2.2 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par un personnel suffisamment dimensionné et qualifié.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Le personnel reste sous l'autorité hiérarchique du titulaire et ce dernier s'assurera de la bonne exécution des prestations par son personnel. Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le personnel du titulaire restera sous l'entière responsabilité de ce dernier. Le représentant habilité du musée se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou de plusieurs agents du titulaire qui ne satisferait pas aux obligations décrites ci-dessus, ou dont le comportement pourrait générer des dégâts sur les équipements du musée.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Le titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel. De même, les dégâts de toute nature, produits à l'occasion de son intervention, seront à sa charge.

16.3 Confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG-TRAVAUX, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à tout tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics. Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Pour assurer cette protection, il incombe à la personne publique d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues à l'accord-cadre.

Il est entendu que ces obligations s'appliquent à chaque titulaire de l'accord-cadre, aux cotraitants le cas échéant, aux sous-traitants éventuels et à chacun de leur préposé à titre personnel.

Par dérogation à l'article 5.2.2 du CCAG-TRAVAUX, en cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par la personne publique, afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties à l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 50.3 du CCAG-TRAVAUX, le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate de l'accord-cadre dont il est titulaire, sans préavis, ni indemnité.

17. PREPARATION – COORDINATION – EXECUTION DES TRAVAUX

17.1 Période de préparation – Echancier de remise des documents

Le délai d'exécution des bons de commande et des marchés subséquents inclut la période de préparation. Par dérogation à l'article 18.1 du CCAG-TRAVAUX, la période de préparation démarre à compter de la date de notification du bon de commande ou du marché subséquent, sauf disposition expresse contraire dans les pièces constitutives dudit bon de commande ou marché subséquent.

En complément des dispositions prévues aux articles 28.1 et 28.2 du CCAG-TRAVAUX, il sera procédé au cours de cette période de préparation aux opérations énoncées ci-après à la diligence respective des titulaires des bons de commande ou marchés subséquents (liste non limitative complétée éventuellement par les cahiers des clauses particulières des marchés subséquents).

Tâches	Délai en jours calendaires
Constitution de l'équipe de direction pour la conduite du chantier et désignation de la personne responsable pouvant être contactée pendant toute la durée du chantier	10 jours
Remise des effectifs prévisionnels et encadrement (organigramme)	10 jours
Remise du calendrier des études et des travaux – décomposition en tâches élémentaires	10 jours
Établissement du Plan de Prévention en collaboration avec l'établissement public	10 jours
Production des attestations d'assurance	10 jours
Établissement et présentation des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail	10 jours
Établissement des listes des prototypes, échantillons, matériaux, Atex et PV	10 jours

Les délais indiqués ci-dessus sont décomptés à partir de la date de notification du marché subséquent au titulaire.

Ces délais sont donnés à titre général, ils seront précisés dans chaque bon de commande ou marché subséquent lorsqu'il faudra les adapter au regard des travaux à réaliser.

17.2 Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux – Vérification préalable

Pour chaque bon de commande ou marché subséquent, les titulaires de l'accord-cadre sont réputés avoir, avant la remise de leur offre :

- Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance ;
- Procédé à une visite détaillée du terrain et des existants, et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès, aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.) ;
- Contrôlé toutes les indications des documents du marché subséquent, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (services de la Ville de Paris, services municipaux, service des eaux, Gaz de France, Électricité, etc.) et tous autres concessionnaires.

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du pouvoir adjudicateur reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément.

17.3 Calendrier détaillé d'exécution des études et des travaux

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-TRAVAUX, aucun ordre de service de démarrage des travaux ne sera adressé aux titulaires.

Le délai d'exécution des travaux démarre à l'issue de la période de préparation qui est de dix (10) jours à compter de la date de notification du marché subséquent ou du bon de commande, sauf stipulations contraires mentionnées dans le marché subséquent ou le bon de commande.

Le titulaire du marché subséquent ou du bon de commande remettra au pouvoir adjudicateur son calendrier détaillé des travaux accompagné des éléments suivants :

- Liste des tâches, y compris les tâches de commande, d'approvisionnement, définition de préparation et d'enlèvement des installations de chantier ;
- Liste prévisionnelle des plans d'exécution ;
- Fabrication en usine, montage atelier, etc. ;
- Quantités et temps élémentaires, mains-d'œuvre et matériaux ;
- Dates prévisionnelles d'approvisionnement des matériaux.

17.4 Plan des installations de chantier – Stockage et circulation

Le plan de principe des installations de chantier, stockage et circulation sera remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire du marché subséquent ou du bon de commande dès notification de celui-ci.

17.5 Remise en cause des garanties sur les ouvrages existants

Le titulaire du marché subséquent ou du bon de commande est tenu d'informer le pouvoir adjudicateur des éventuelles remises en cause, du fait des travaux dont il a la charge, des garanties sur les ouvrages existants. Si nécessaire, des constats contradictoires avec l'exploitant et/ou le pouvoir adjudicateur précéderont les interventions du titulaire du marché subséquent ou du bon de commande.

17.6 Etudes d'exécution

17.6.1 Modalités d'établissement

L'établissement des études d'exécution utiles à l'exécution des travaux sera entièrement à la charge du titulaire desdits travaux.

17.6.2 Documents d'exécution

Sur la base des documents signés, chaque titulaire doit, pour chaque marché subséquent ou bon de commande pris sur le fondement du présent accord-cadre, établir à ses frais et sous sa responsabilité, conformément aux dispositions fixées à l'article 29 du CCAG-TRAVAUX et aux dispositions figurant dans les pièces du marché subséquent le cas échéant, les plans d'exécution des ouvrages, les spécifications techniques détaillées, les notes de calculs et notes techniques, les plans de fabrication et de chantier et tous documents nécessaires à la parfaite réalisation de ses propres ouvrages.

Les plans d'exécution, schémas, plans de détails, notes techniques, notes de calculs seront soumis au visa du pouvoir adjudicateur ou du maître d'œuvre et du contrôleur technique le cas échéant suivant la cadence, les modalités de diffusion et le schéma de circulation des documents qui seront mis au point en accord avec le pouvoir adjudicateur au cours de la période de préparation.

En application de l'article 29.1.5 du CCAG-TRAVAUX, le titulaire ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu en temps utile le visa du pouvoir adjudicateur ou du maître d'œuvre et du contrôleur technique le cas échéant sur les documents nécessaires à leur exécution. Dans le cas où il mettrait en œuvre ou en fabrication des travaux avant l'obtention de ces visas, il conservera la responsabilité des conséquences de tous ordres pouvant en découler : refus de l'ouvrage, dépose, démolition, réfection.

Chaque titulaire demeure exclusivement et entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourraient résulter de ses calculs, études et documents d'exécution. Il ne saurait, quel que soit l'état d'avancement des études et des travaux, y compris après leur achèvement, prétexter du visa apposé sur ses documents par le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre et/ou le contrôleur technique le cas échéant, pour se soustraire à ses obligations contractuelles, ou pour en diminuer la portée.

17.6.3 Autres obligations des titulaires

Les titulaires des marchés subséquents ou bons de commande sont tenus de :

- Signaler les divergences entre les cotes numériques et les dimensions sur les plans ;
- Solliciter de la part du pouvoir adjudicateur ou du maître d'œuvre tous renseignements qualitatifs ou quantitatifs ;
- Contrôler sur place les dimensions des ouvrages ayant reçu un début d'exécution par d'autres entreprises, toutes autres caractéristiques pouvant affecter l'exécution de ses propres plans.

Les documents établis par les titulaires des marchés subséquents ou bons de commande ne peuvent en aucun cas modifier les dispositions des documents contractuels de l'accord-cadre ni ceux des marchés subséquents ou bons de commande le cas échéant.

Si, à la suite de la transmission de plans d'exécution au visa du pouvoir adjudicateur ou du maître d'œuvre et du contrôleur technique le cas échéant, ces derniers sont conduits après contrôle à faire des observations et/ou des réserves nécessitant une reprise du ou des plans par le titulaire, cette reprise doit respecter le calendrier de production des études d'exécution sous peine d'application des pénalités de retard prévues à l'article 23 du présent CCAP.

17.6.4 Production des plans d'exécution

Les plans d'exécution seront accompagnés de l'ensemble des éléments nécessaires pour une bonne compréhension et notamment :

- Des notices explicatives et justificatives ;
- Des notices et caractéristiques des matériaux et matériels utilisés ;
- Des méthodes d'essais éventuels ;
- Du mode d'exécution et phasage ;
- De la nomenclature des composants.

17.6.5 Notes de calcul

Les notes de calcul devront être claires et détaillées pour en permettre une parfaite compréhension. Seules les unités du système international seront utilisées. Les symboles et notations seront conformes aux normes de la classe NF X 02.

Toute formule utilisée devra être justifiée, soit par des éléments de démonstration à partir des lois connues de la physique, soit par des références très précises aux publications ou auteurs cités. La maîtrise d'ouvrage pourra exiger la fourniture desdites publications.

Chaque titulaire devra fournir :

- La description détaillée de la méthode de calcul et les caractéristiques du programme informatique utilisé ;
- La liste des hypothèses de calculs ;
- La liste des résultats.

17.6.6 Nombre d'exemplaires à remettre

Tous les schémas, documents graphiques, fiches techniques, procédures d'intervention seront fournis en deux (2) exemplaires papier et un (1) exemplaire sur support électronique.

Après visa sans observation du pouvoir adjudicateur ou du maître d'œuvre, un (1) tirage visé « BPE » par le titulaire du marché subséquent ainsi que son fichier informatique sont transmis au pouvoir adjudicateur ou au maître d'œuvre pour le dossier chantier

17.6.7 Procédure des visas

Le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre vise les plans sous l'angle de la conformité des études d'exécution. En conséquence :

- Le visa des plans d'exécution par le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre et le contrôleur technique le cas échéant ne peut être interprété comme une acceptation de règlement de

travaux supplémentaires ou de modifications que le titulaire a pu y faire figurer, ni comme l'entérinement d'ajustements ou de changements du montant du marché, du délai d'exécution et/ou de toute date-jalon, ou de toutes autres dispositions du marché ;

- Le visa d'un plan d'exécution ne dégage pas le titulaire de sa responsabilité en ce qui concerne les erreurs ou omissions que ce plan peut contenir, l'exécution correcte des ouvrages ou la fourniture des matériaux ou les travaux requis dans le marché subséquent comme indiqué sur ce plan de détail d'exécution ou plan d'atelier ou de chantier.

17.7 Organisation – Sécurité et hygiène des chantiers

17.7.1 Conditions générales

Les titulaires devront s'informer des dispositions à prendre pour ne pas gêner le fonctionnement du musée du quai Branly - Jacques Chirac. A défaut de précisions dans les documents de la consultation, ces renseignements lui seront fournis dans le cadre des directives générales de fonctionnement de l'établissement par le Directeur de l'Etablissement, représenté par la Direction des moyens techniques et de la sécurité (DMTS).

Il est interdit à l'entrepreneur et aux ouvriers d'entrer en communication avec le personnel et les visiteurs. Ils devront user des accès les plus directs, se maintenir dans les locaux désignés pour l'exécution de leurs travaux et ne pénétrer, ni circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les autres parties de l'établissement.

Les titulaires ne pourront se prévaloir, ni pour se soustraire à leurs obligations, ni pour élever des réclamations ou prétendre à une augmentation de prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- Les mesures de sécurité qui leur incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérent aux modalités d'exécution de certains travaux ;
- L'installation à leurs frais, sauf dérogation portée au cahier des clauses techniques particulières, de gardes corps, barrières et toiles nécessaires tant pour satisfaire au règlement que protéger les ouvrages existants et les personnes soit à l'intérieur soit à l'extérieur des bâtiments.

Les titulaires devront, en outre, prendre à leur charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels et aux visiteurs pendant la durée de ses interventions à l'intérieur de l'Etablissement, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- Bruits d'origines diverses ;
- Odeur, fumées, gaz d'origines diverses ;
- Détritus divers ;
- Sécurité insuffisamment assurée ;
- Projection de poussières.

Pour tout travail pouvant potentiellement générer des fumées, gaz d'origines diverses et projection de poussière en grande quantité, l'entreprise devra réaliser un permis de feu au PC de sécurité et sans que cela n'ouvre le droit à une indemnité pour l'entreprise.

Dans le cas où les travaux nécessitent l'emploi de moteurs ou d'appareils mécaniques, les titulaires devront prendre, à leurs frais, risques et périls, toutes les mesures nécessaires en vue d'éviter tout danger d'incendie ou d'explosion. Le fonctionnement de ses moteurs ou appareils sera réalisé de manière à réduire au minimum la gêne imposée aux usagers et aux riverains. Les titulaires devront à cet effet tenir compte des protections acoustiques.

Les engins équipés de moteur à explosion ou à combustion, les groupes moto-compresseurs, les brises béton et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudages, les groupes électrogènes de puissance devront être conformes aux types homologués définis dans les arrêtés ministériels, concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le pouvoir adjudicateur pourra prescrire aux titulaires, soit le remplacement ou la modification des moteurs ou appareil dont le fonctionnement se sera révélé trop bruyant, soit des limitations d'horaires d'emploi de ces moteurs ou appareils soit, après concertation avec le titulaire, toute autre modification d'organisation susceptible de réduire ces nuisances.

Les titulaires seront responsables des dégradations occasionnées aux plantations et aménagements paysagers sur les sites concernés par le présent accord-cadre par leur personnel ou leurs engins.

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués, les titulaires devront en référer au représentant de la DMTS.

17.7.2 Organisation générale

D'une manière générale, le musée du quai Branly - Jacques Chirac favorise le déroulement des interventions dans des lieux fermés au personnel et au public.

Cependant, certains travaux devront être menés dans des services en fonctionnement, les titulaires devront prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter au maximum la gêne occasionnée.

Avant chaque intervention, l'entreprise devra se référer à la DMTS sur les mesures à mettre en place. Le service technique se chargera d'organiser les interventions et sera le seul interlocuteur de ces services en cas de réclamations.

Les titulaires devront :

- La mise en place des confinements ;
- La pose des panneaux ;
- La distribution des notes d'information ;
- Les consignations ;
- Le déménagement, s'il y a lieu, de matériel ;
- Le nettoyage de la zone (hors bionettoyage ou nettoyage final).

La DMTS se chargera :

- Des courriels d'information ;
- De l'édition des notes ou panneaux d'information ;
- Des arrêts techniques ;
- Du nettoyage fin ou bio-nettoyage.

17.7.3 Sécurité collective

Les dispositions correspondantes sont fixées dans le plan de prévention ou par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

17.7.4 Installations de chantier

Toutes les installations de chantier doivent être conformes aux dispositions légales et réglementaires et être conformes aux plans d'installation de chantier établis et acceptés.

Les titulaires ne peuvent s'opposer ni prétendre à un supplément de prix si des travaux confiés par le pouvoir adjudicateur à d'autres entreprises les obligent à réduire les emprises mises à disposition de même que si ces travaux nécessitent la modification ou le déplacement des installations de chantier.

17.7.5 Locaux mis en place par le pouvoir adjudicateur

Des locaux de cantonnement sont mis à disposition par le pouvoir adjudicateur.

17.7.6 Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité

Toutes les mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par les titulaires des marchés subséquents. Les dispositions de l'article 31 du CCAG-TRAVAUX sont applicables, étant précisé qu'il appartient à chaque titulaire de se procurer les autorisations administratives nécessaires à l'organisation de son chantier.

17.8 État des lieux

Préalablement au démarrage des travaux, un état des lieux contradictoire, dans les zones concernées par les travaux, sera organisé par le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre.

Au cas où le titulaire, dûment convoqué, n'assisterait pas à cet état des lieux, il serait réputé l'accepter sans réserve et ne pourrait porter aucune réclamation ultérieure fondée sur ce document.

17.9 Exécution des travaux

17.9.1 Rendez-vous de chantier – Réunions de coordination

Les titulaires sont tenus d'assister aux rendez-vous de chantier organisés par le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre et à toutes les réunions de coordination organisées. Le représentant de l'entreprise devra pouvoir engager l'entreprise et donner sur-le-champ des ordres nécessaires aux agents de l'entreprise sur le chantier.

Les rendez-vous de chantier ont lieu au moins une fois par semaine, aux jours et heures fixés par la maîtrise d'ouvrage ou son représentant.

Les rendez-vous de coordination lorsqu'ils sont nécessaires ont lieu au moins une fois par semaine, aux jours et heures fixés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Des rendez-vous extraordinaires peuvent être fixés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant. La fréquence des rendez-vous extraordinaires est fixée selon les besoins.

La présence des titulaires aux rendez-vous de chantier et aux réunions de coordination étant indispensable, son absence ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées à quelque titre que ce soit, entraîne sa responsabilité et ce, sans préjudice des pénalités citées à l'article 23 du présent CCAP. Par dérogation à l'article 28.5 du CCA-TRAVAUX, le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre ne tiendront pas de registre de chantier.

La liste des personnes devant représenter le titulaire sera soumise, pendant la période de préparation à la maîtrise d'ouvrage ou à la maîtrise d'œuvre, pour agrément.

Les titulaires sont responsables, dans le cas d'inexécution, des dispositions du présent article et des dommages en résultant.

Les frais de reprographie et la diffusion au pouvoir adjudicateur ou au maître d'œuvre des comptes rendus de chantier, de coordination, de synthèse, etc..... sont à la charge des titulaires.

17.9.2 Direction de l'exécution des travaux

Le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre a seule qualité pour interpréter les plans, CCTP et notes techniques.

Les titulaires sont tenus de se conformer strictement aux ordres du pouvoir adjudicateur ou du maître d'œuvre.

Les titulaires demandent, en temps utile et en réunion de chantier, les ordres de service et instructions écrites ou figurées qui leur font défaut. En aucun cas, ils ne peuvent invoquer l'absence d'ordres ou de renseignements pour justifier les retards ou une exécution non conforme à la volonté du pouvoir adjudicateur ou du maître d'œuvre.

17.10 Occupation temporaire du domaine public ou privé

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG-TRAVAUX, les autorisations d'occupation temporaire du domaine public et les permissions de voirie devront être demandées par les titulaires à l'autorité compétente.

Le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre doit être tenu informé du dépôt et des différentes phases d'instruction de chacune des demandes d'autorisation.

17.11 Dégradations

17.11.1 Dégradations sur l'ouvrage

Chaque titulaire prendra soin de faire constater au pouvoir adjudicateur ou au maître d'œuvre les dégradations et l'état des ouvrages avant son intervention dans une zone.

En cas de constat de dégradation, à tout moment du chantier, le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre désigne le responsable de cette dégradation en fonction des données dont il dispose sans recours possible du titulaire. Les frais de réparation seront imputés au responsable des dégradations.

17.11.2 Dégradations causées aux voies publiques

En dérogation à l'article 34.1 du CCA-TRAVAUX, les contributions ou réparations dues pour des dégradations causées aux voies publiques seront à la charge des titulaires responsables.

17.12 Réception des supports

Lorsque les titulaires doivent intervenir dans un secteur déterminé des sites concernés par le présent accord-cadre, ils devront faire, au préalable, en présence du pouvoir adjudicateur ou du maître d'œuvre une reconnaissance du site.

Lors de cette visite (état des lieux), il vérifiera les dimensions et l'état qualitatif des ouvrages dont la prise en charge sera constatée par un état contradictoire et produira un rapport.

17.13 Réservations – Percements – Scellements – Raccords

Toutes les réservations, percements, scellements et raccords nécessaires à l'exécution des travaux sont à la charge des titulaires.

17.14 Responsabilité des ouvrages (détériorations ou vols)

Chaque titulaire est responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception, même s'ils sont utilisés provisoirement pour les besoins du musée.

Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder la bonne marche des travaux quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances.

17.15 Nettoyage et protection des ouvrages, des mobiliers et des œuvres

17.15.1 Généralités

Les travaux étant susceptibles d'être effectués dans des zones en activité, l'attention de chaque titulaire est appelée sur les points suivants :

- Avant toute intervention, les sols, parois, mobiliers seront protégés par des bâches ou tout système équivalent afin d'éviter les tâches, poussières et brûlures ;
- Après toute intervention, les lieux sont soigneusement nettoyés ;
- Les dispositions nécessaires, précisées ci-après dans la partie relative aux mesures pour limiter l'empoussièrement, devront être mises en œuvre par l'entrepreneur afin d'éviter l'émission et la dispersion de poussière aux zones non concernées par les travaux.

Le nettoyage est dû :

- Après toute intervention de moins d'une demi-journée ;
- A la fin de chaque matinée, même si l'intervention n'est pas terminée, pour ce qui concerne les travaux intérieurs ;
- En cas de déroulement des interventions dans des zones en activité sur plusieurs jours, le titulaire devra prévoir à la fin de chaque journée de travail de faire procéder au nettoyage des zones de travail et à l'évacuation de ses déchets.

17.15.2 Mesures pour limiter l'empoussièrement

Chaque titulaire prendra toutes les mesures nécessaires pour de limiter au maximum l'empoussièrement des lieux dans lequel elle sera amené à travailler.

Dans ce cadre, l'entrepreneur prendra toutes les mesures de précautions possibles lors de l'ouverture, par exemple, de gaines techniques ou de faux plafonds.

Si un quelconque risque était identifié par l'entrepreneur et les ouvriers, ceux-ci devront immédiatement s'en référer au représentant de la DMTS.

17.15.3 Nettoyage du chantier

Tous les gravois, déchets et emballages divers seront évacués du chantier de façon continue et régulière. Si des bennes sont prévues à cet effet, elles seront efficacement protégées et bâchées.

En cas de déroulement des interventions dans des zones en activités sur plusieurs jours, il est précisé que les évacuations, doivent se réaliser tout au long du chantier de telle sorte qu'aucun dépôt de matériels ou de matériaux ne peut avoir lieu sur le chantier en dehors des besoins de celui-ci. En tout état de cause, en fin de travaux et pour la réception des prestations, le chantier doit être évacué, et les installations repliées.

Si le circuit d'évacuation des déchets et gravois passe par des zones en activité ou des lieux accessibles au public, l'entreprise devra utiliser des sacs étanches pour l'évacuation.

A cet égard, il est formellement interdit d'évacuer lesdits déchets (gravois de chantier, matériaux et matériels résultant de la réalisation des travaux commandés) dans les locaux débarras et/ou conteneurs du musée du quai Branly-Jacques Chirac. De plus, le prestataire ne devra en aucun cas vider les produits utilisés pendant les travaux dans les appareils sanitaires du musée.

Aucun dépôt de matériel ou de matériaux et aucun atelier de chantier ne doit être établis à l'intérieur des bâtiments, sauf autorisation du musée.

Dans le cas du non-respect des obligations, le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre pourra faire intervenir sous 24 heures une entreprise spécialisée au frais du titulaire défaillant.

18. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

18.1 Contrôles

Par contrôle, on entend les contrôles, essais, épreuves et vérifications qualitatives qui s'appliquent aussi bien aux matériaux et aux produits qu'aux ouvrages et matériels fabriqués ou mis en œuvre conformément à l'article 24 du CCAG-TRAVAUX.

Certains équipements pourront faire l'objet d'essais ou de contrôles particuliers avant la livraison sur le chantier.

Les modalités des essais ou contrôles sont établies d'un commun accord entre le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre et le titulaire.

Chaque titulaire rédige les procès-verbaux d'essais sur lesquels doivent figurer pour chaque essai les résultats des mesures effectuées ou de vérifications réalisées. Les procès-verbaux seront remis au pouvoir adjudicateur ou au maître d'œuvre (la non remise de ces procès-verbaux entraînera le refus de réception des installations par le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre).

Pour l'application du règlement de sécurité, et avant tout emploi, les titulaires adressent au pouvoir adjudicateur les procès-verbaux d'essais, effectués par des laboratoires agréés, des matériaux ou éléments de construction qu'ils se proposent d'employer ; ces procès-verbaux attestent que le comportement au feu desdits matériaux ou éléments de construction répond à l'utilisation qui en est prévue.

Les titulaires n'ont toutefois pas à produire de procès-verbaux pour les matériaux ou éléments de construction qui seraient déjà munis d'une marque de contrôle NF indiquant leur catégorie de réaction au feu ou leur degré de résistance au feu.

Le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre se réserve le droit de faire autant d'essais que nécessaire pour valider le caractère opérationnel de l'ensemble des fonctionnalités des systèmes, y compris de nuit et de week-end, en présence des spécialistes du titulaire du marché subséquent ou du bon de commande et sous sa responsabilité.

Tous les frais afférents à ces travaux sont réputés être inclus au prix porté dans l'offre du titulaire.

Les essais doivent être effectués en respectant scrupuleusement les consignes de protection du matériel et du personnel.

Les titulaires doivent procéder aux contrôles techniques de ses installations conformément aux dispositions figurant dans les documents techniques COPREC.

Les titulaires sont tenus de fournir au pouvoir adjudicateur ou au maître d'œuvre :

- Un programme des vérifications ;
- Des fiches des autocontrôles attestant la réalité de ces vérifications.

Enfin, chaque titulaire doit organiser son chantier de telle sorte que l'autocontrôle de la mise en œuvre soit systématiquement assuré.

18.2 Exécution d'essais

Le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et des vérifications en sus de ceux définis au marché subséquent ou au bon de commande, soit en cours d'exécution, soit à la réception des travaux. Par dérogation à l'article 38 du CCAG-TRAVAUX, si le résultat de ces essais et vérifications est défavorable au titulaire, il en supporte le coût. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur en supporte le coût. Dans tous les cas, la fourniture des matériaux nécessaires aux essais reste à la charge et aux frais du titulaire du marché subséquent ou du bon de commande.

Si les essais et vérifications ne sont pas satisfaisants, le titulaire doit apporter les modifications et compléments nécessaires pour que satisfaction soit obtenue.

Il supporte alors, en outre, les frais des essais et vérifications nécessaires à la suite des modifications et compléments apportés, à l'exception des frais cités à l'article 24.7 du CCAG-TRAVAUX.

En cas de désaccord avec les résultats des essais, contrôles, mesures, vérifications, le pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut solliciter à titre d'appel une nouvelle série d'essais, contrôles, mesures, vérifications qui seront à la charge de la partie qui succombera en appel.

En complément de l'article 23 du CCAG-TRAVAUX, il est précisé que l'emploi des procédés, produits ou matériaux non traditionnels ne peut être admis que sur présentation par le titulaire d'un avis technique du CSTB ; dans tous les cas où un accord des assurances de responsabilité décennale est nécessaire, le titulaire du marché subséquent ou du bon de commande doit justifier de cet accord.

Avant la réception, le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre se réserve le droit de contrôler par sondage les résultats des vérifications exécutées par le titulaire.

Ces contrôles consistent à vérifier que les installations sont conformes aux dispositions réglementaires et aux prescriptions du CCTP et/ou du marché subséquent et qu'elles satisfont aux performances demandées.

Dans le cas où les contrôles de conformité et les essais révéleraient un élément non conforme ou l'impossibilité d'obtenir toutes les caractéristiques exigées dans le présent document, le titulaire doit remplacer ou modifier à ses frais et sans augmentation des délais contractuels les pièces ou éléments de l'installation incriminée.

Après achèvement complet du montage constaté conjointement par le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre et le titulaire, et le matériel étant prêt à fonctionner, le titulaire du marché subséquent ou du bon de commande procède à un examen de la fourniture afin de constater que tout le matériel prévu au marché a été fourni et qu'il est prêt à entrer en fonctionnement.

Il procédera aux opérations de démontage et remontage des appareils et des parties d'installations qui sont indispensables pour effectuer ces contrôles, essais et mesures.

Chaque titulaire doit effectuer, à sa charge, préalablement à la réception, les essais et vérifications de fonctionnement.

Ils seront regroupés et organisés dans un document unique.

Ces essais comprendront notamment :

- La vérification de toutes les fonctions et de toutes les caractéristiques définies par le constructeur ;
- Les vérifications consistent à procéder à des mesures et à réaliser des séquences de fonctionnement de telle sorte que les paramètres de comptabilité puissent être contrôlés ;
- La vérification des conditions d'environnement du matériel ;
- La vérification de la compatibilité des différents éléments constitutifs entre eux à partir de la liste établie par le constructeur.

18.3 Réception des travaux

18.3.1 *Marché subséquent ou bon de commande avec maîtrise d'œuvre ou d'un montant supérieur à 50 000 € HT*

La procédure de réception se déroule conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-TRAVAUX et du CCTP le cas échéant pour les marchés subséquents ou bons de commande avec maîtrise d'œuvre externalisée ainsi que pour les marchés subséquents ou bons de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT.

18.3.2 *Marchés subséquent ou bon de commande d'un montant inférieur à 50 000 € HT*

Pour les marchés subséquents ou bons de commande dont le montant est inférieur à 50 000 € HT et par dérogation à l'article 41 du CCAG-TRAVAUX, une décision de réception sera établie contrairement par le pouvoir adjudicateur.

Le paiement du solde du marché subséquent ou du bon de commande ne pourra intervenir qu'une fois cette décision signée par le titulaire et le pouvoir adjudicateur, sauf stipulations contraires indiquées dans le marché subséquent ou le bon de commande.

18.4 Réceptions partielles

Conformément à l'article 42.2 du CCAG-TRAVAUX, une réception partielle pourra être prononcée pour les ouvrages dont le pouvoir adjudicateur désire prendre possession anticipée. Avant d'entrer dans les lieux, le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre établit un état des lieux contradictoire.

Par dérogation à l'article 42.3 du CCAG-TRAVAUX, les délais de garantie de toute nature ne prendront effet qu'à compter de la date de la réception unique prononcée pour l'ensemble des travaux du marché subséquent ou du bon de commande correspondant.

18.5 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

La mise à disposition au pouvoir adjudicateur de certains ouvrages ou parties d'ouvrages est conforme à l'article 43 du CCAG-TRAVAUX.

En complément aux dispositions de l'article 43.2 du CCAG-TRAVAUX et préalablement à la mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages, il sera procédé à un état des lieux contradictoire desdits travaux en présence du titulaire dûment convoqué par le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre.

L'état des lieux donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui pourra être, le cas échéant, assorti de réserves motivées par des omissions ou imperfections constatées à cette occasion et précisera alors les manques et défauts auxquels il doit être remédié.

Le titulaire devra alors exécuter les corrections et compléments demandés dans le délai fixé par ordre de service par le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre ; passé ce délai, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté, après mise en demeure restée infructueuse, de les faire exécuter aux frais et risques des entrepreneurs défaillants.

Le pouvoir adjudicateur pourra disposer de certains ouvrages ou parties d'ouvrages dès l'établissement de l'état des lieux contradictoire ; toutefois, dans le cas où les délais contractuels se trouveraient

dépassés par la faute exclusive du titulaire du marché subséquent, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de disposer, sans plus attendre, des ouvrages non encore entièrement terminés.

18.6 Dossier des ouvrages exécutés (DOE) – Dossier exploitation maintenance (DEM)

Ces dossiers seront remis en deux (2) exemplaires papiers dont un (1) non relié et un (1) exemplaire sur support électronique.

Les titulaires devront fournir les éléments nécessaires à la mise à jour par l'exploitant et/ou le pouvoir adjudicateur des DOE.

Les titulaires ont l'obligation d'instruire et de former pour la mise en exploitation, le personnel qualifié désigné par le pouvoir adjudicateur. Les modalités de cette obligation seront définies en temps voulu en accord avec le pouvoir adjudicateur. Cette formation peut intervenir durant le délai global d'exécution et/ou pendant la période de garantie à l'initiative du pouvoir adjudicateur.

Les deux (2) dossiers (dossier des ouvrages exécutés, dossier d'exploitation de maintenance) devront obligatoirement être rédigés en langue française.

Les titulaires remettront au pouvoir adjudicateur au plus tard à la date fixée pour l'achèvement des travaux, les notices des caractéristiques techniques, de fonctionnement et d'entretien des ouvrages et des équipements.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-TRAVAUX, dans le mois suivant la date de réception, les titulaires remettront au pouvoir adjudicateur les deux (2) dossiers complets.

18.7 Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie est d'un (1) an. Il s'applique pour chaque marché subséquent ou bon de commande.

La période de garantie des équipements démarre à compter du jour de réception « in situ » des installations en ordre de marche.

Sauf cas d'urgence précisé par le pouvoir adjudicateur, les travaux prévus au b) et c) de l'article 44.1 du CCAG-TRAVAUX doivent être exécutés dans un délai de deux (2) mois suivant la date à laquelle ils ont été signalés.

Pendant le délai de parfait achèvement, chaque titulaire doit procéder à ses frais (main d'œuvre comprise) à la fourniture et à la remise en état de fonctionnement de toutes les parties défectueuses. Il doit, à ses frais, procéder au remplacement ou à la modification du matériel ou de certains organes en vue de remédier à des défauts systématiques ou à des défauts de conception caractérisés.

Deux mois avant l'achèvement du délai de garantie, une visite a lieu en présence du pouvoir adjudicateur et du titulaire afin de constater qu'aucun désordre ne subsiste ou au contraire d'en établir la liste aux fins d'effectuer les travaux nécessaires pour y remédier dans les délais précisés ci-avant.

19. MODALITES D'EMISSION ET D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

19.1 Emission des bons de commande

Les bons de commandes sont émis par la personne publique, et établis sur la base des prix unitaires figurant dans le bordereau de prix unitaires joint en annexe n°1 à l'acte d'engagement, du ou des catalogue(s) fournisseur(s) du titulaire et du bordereau de coefficient de remise applicable au(x) catalogue(s).

Chaque bon de commande précise la nature des prestations commandées et fixe les durées et dates auxquelles les prestations devront obligatoirement être exécutées.

Les bons de commandes peuvent être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Ces bons de commande sont émis par le musée du quai Branly – Jacques Chirac par tout moyen faisant foi. Pour toute commande du musée du quai Branly – Jacques Chirac, le titulaire accuse réception. Cet accusé de réception de commande vaut engagement du titulaire à fournir les prestations commandées.

Par dérogation à l'article 3.7.2 au CCAG-TRAVAUX, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier par courriel à la personne publique, dans un délai de 24 heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Les modifications notifiées sous 24 heures donnent lieu à l'émission d'un nouveau bon de commande si le représentant de la personne publique a approuvé les modifications proposées par le titulaire. In fine, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés. Ce délai de 24 heures ne s'applique pas aux commandes présentant un caractère urgent et devant s'exécuter dans un délai plus réduit indiqué au bon de commande.

Chaque bon de commande comportera les renseignements suivants :

- la référence de l'accord-cadre,
- le numéro du bon de commande,
- la désignation des prestations,
- les prix unitaires, références des produits indiqués dans le BPU et les quantités à exécuter,
- le délai d'exécution des prestations,
- le montant total hors taxes,
- les taux et les montants de TVA applicables,
- le montant total TTC.

19.2 Mécanisme d'attribution des bons de commande

L'accord-cadre est multi-attributaire.

A ce titre, une clé de répartition sera mise en place afin de garantir aux titulaires du présent accord-cadre une répartition juste des commandes. En tout état de cause, l'attribution des commandes s'effectuera sans négociation ni remise en concurrence des titulaires.

Cette clé de répartition prendra effet dès la notification de l'accord-cadre et s'appliquera sur toute sa durée.

Les commandes seront réparties selon le mécanisme dit de « **la répartition en cascade** ».

Cela signifie que chaque commande passée sera adressée au titulaire arrivé premier au classement à l'issue de la phase d'analyse des offres.

Le titulaire concerné sera sollicité par l'Etablissement par courriel, avec avis de réception, préalable à la passation du bon de commande. Il précisera l'objectif de la prestation ainsi que les délais d'exécution des prestations.

En cas d'absence de réponse ou de réponse négative de ce dernier, **dans un délai de 48 heures à compter de cette sollicitation**, et seulement dans ce cas, le musée fera appel au second titulaire.

Si le titulaire désigné n'est pas en mesure de répondre dans les délais exigés, **il devra impérativement le justifier auprès de la personne publique**, qui s'adressera au titulaire suivant dans l'ordre déterminé à l'issue de l'analyse des offres. Les dispositions ci-dessus s'appliquent de la même façon aux titulaires suivants.

Le titulaire qui refuse l'exécution des prestations objet d'une commande encoure la pénalité prévue à l'article 23.2 du présent CCAP.

A compter de 5 absences de réponse et/ou refus de commande dans les délais exigés, le musée se réserve le droit d'exclure le titulaire concerné de l'accord-cadre.

Par exception, la personne publique pourra s'adresser au même titulaire, sans respecter la clé de répartition mise en place, si pour une même prestation, il est nécessaire de passer des commandes supplémentaires.

De même, les commandes passées pour compléter des prestations en lien direct avec un marché subséquent pourront être adressées au titulaire du marché subséquent sans respect de la clé de répartition à titre exceptionnel et justifié par des raisons techniques.

20. MODALITES DE PASSATION ET D'EXECUTION PAR MARCHES SUBSEQUENTS

20.1 Dispositions générales

Conformément à l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique, lorsque l'accord-cadre ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles, il donne lieu à la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles R. 2162-7 à R. 2162-12.

Contrairement aux bons de commande, les marchés subséquents sont précédés d'une remise en concurrence.

Chaque marché subséquent pourra contenir des dispositions particulières sans pour autant pouvoir apporter des modifications substantielles aux termes fixés dans le présent accord-cadre. Ces dispositions particulières ne pourront alors être invoquées par le titulaire que pour le marché subséquent concerné.

20.2 Modalités de consultation des titulaires et mise en concurrence de l'accord-cadre

20.2.1 Conditions et engagements des titulaires

Les titulaires du présent accord-cadre s'engagent à remettre une offre lors de chaque consultation relative à la passation d'un marché subséquent.

Si le titulaire désigné n'est pas en mesure de répondre dans les délais exigés, **il devra impérativement le justifier auprès de la personne publique.**

L'absence de réponse à une consultation pourra donner lieu à l'application de pénalités définies à l'article 23.2 du présent CCAP.

20.2.2 Mise en concurrence des titulaires

La passation des marchés subséquents donnera lieu à une mise en concurrence des titulaires. Les pièces du dossier de consultation seront mises à disposition des titulaires de l'accord-cadre par téléchargement sur le site de dématérialisation de l'établissement à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Ces derniers seront contactés au préalable par la personne publique via la Plateforme des achats de l'Etat.

Le délai minimum de consultation des candidats sera de vingt et un (21) jours calendaires. Toutefois, le musée du quai Branly – Jacques Chirac se réserve le droit de prévoir un délai suffisant de remise des offres, au regard de la complexité des prestations notamment.

20.2.3 Remise des offres

L'offre devra être déposée sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) avant les date et heure limites de remise des offres, renseignés dans la lettre de consultation. Les documents à remettre seront précisés dans les documents consacrés à la passation du marché subséquent.

Le contenu des offres sera précisé dans chaque marché subséquent.

20.2.4 Attribution des marchés subséquents

Le marché subséquent sera attribué au titulaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, sur la base des critères d'attribution énoncés dans la lettre de consultation (respectant les critères d'attribution tels que prévus dans l'article 20.3 du présent CCAP).

Les titulaires non retenus recevront un courrier portant rejet de l'offre par le représentant de la personne publique, transmis via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

La notification au titulaire retenu sera également transmise via PLACE.

20.3 Critères d'attribution

Dans le cadre de chaque marché subséquent passé sur le fondement du présent accord-cadre, les critères d'attribution des marchés subséquents seront les suivants :

Hypothèse n°1 :

- Critère prix (60%) ;
- Critère valeur technique (30%) ;
- Critère environnemental (10%).

Hypothèse n°2 :

- Critère prix (40%) ;
- Critère valeur technique (50%) ;
- Critère environnemental (10%).

Hypothèse n°3 :

- Critère prix (40%) ;
- Critère valeur technique (25%) ;
- Critère délais de réalisation des prestations (25%) ;
- Critère environnemental (10%).

Pour chacune des hypothèses précitées, des sous-critères aux critères prix, valeur technique, délais et valeur environnementale, adaptés au besoin du marché subséquent pourront être précisés dans la lettre de consultation.

20.4 Caractéristiques des marchés subséquents

20.4.1 Forme des marchés subséquents

Chaque marché subséquent pourra être conclu :

- Soit à prix global et forfaitaire uniquement ;
- Soit à prix global et forfaitaire complété d'une part à commandes, dont les prix seront renseignés dans un BPU propre à chaque marché subséquent ;
- Soit à bons de commande uniquement, par application des prix renseignés dans le BPU propre à chaque marché subséquent.

Pour les marchés subséquents conclus en tout ou partie en part à commandes, les prix unitaires propres à chaque marché subséquent pourront comprendre :

- Les prix unitaires du présent accord-cadre pour les prestations identifiées, auquel cas il sera fait automatiquement application du BPU de l'accord-cadre ;
- Des prix unitaires nouveaux, renseignés lors de la passation du marché subséquent.

Les bons de commande seront émis conformément à l'article 19.1 du présent CCAP.

Des dispositions administratives particulières applicables à un marché subséquent pourront être intégrées dans le corps dudit marché. Elles ne pourront être invoquées par les différentes parties que dans le cadre de ce marché subséquent en particulier. En toute hypothèse, et sous peine de nullité, ces dispositions supplémentaires ne devront en aucun cas constituer une modification substantielle des termes fixés au sein du présent accord-cadre.

20.4.2 Durée des marchés subséquents

La conclusion des marchés subséquents passés sur le fondement du présent accord-cadre ne pourra se faire que pendant la durée de validité du présent accord-cadre en vertu de l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique. La durée de chaque marché subséquent est fixée dans les documents relatifs à ce dernier.

L'exécution stricto sensu des prestations peut s'achever au-delà de la période de validité de l'accord cadre, jusqu'à exécution totale des prestations commandées.

Les délais contractuels seront fixés dans les documents contractuels du marché subséquent.

Les parties devront s'entendre sur toute modification du planning prévisionnel, et la valider ensemble.

21. DISPOSITIONS FINANCIERES

21.1 Contenu des prix des prestations

Les prix des travaux sont exprimés hors TVA et sont réputés comprendre toutes les dépenses et sujétions énumérées à l'article 9.1.1 du CCAG-TRAVAUX et tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux, et notamment, à titre indicatif et non limitatif, en complément des dispositions de l'article 9.1.1 du CCAG-TRAVAUX :

- L'ensemble des frais d'études d'exécution ;
- En cas de groupement d'entreprises, les frais de coordination des membres du groupement ;
- Les frais résultants, le cas échéant, des demandes du contrôleur technique, tant en cours d'études qu'en cours de travaux ;
- Les frais de réalisation et d'exécution des ATEX nécessaires à l'obtention des avis techniques ;
- Les frais de mise en œuvre de l'autocontrôle, de l'établissement des pièces justificatives et des reprises subséquentes lorsqu'elles seront nécessaires ;
- Les présentations d'échantillons, prototypes sur demande du pouvoir adjudicateur et tel que défini par lui ;
- Les frais liés aux essais fixés par le pouvoir adjudicateur ;
- Les frais relatifs à tous les éléments techniques résultants des propositions de l'entreprise ou nécessaires pour l'approbation par le contrôle technique ;
- L'ensemble des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée d'ouvrages issus de l'accord-cadre ou d'autres accords-cadres ;
- La nécessité éventuelle de travailler en dehors des heures normales (travail en plusieurs postes ou pendant les jours normalement non ouvrés) ainsi que de toutes les dispositions à prendre pour respecter les délais ; les différentes fonctions des bâtiments nécessitent la prise en compte

d'un certain nombre de contraintes afin de ne pas perturber le fonctionnement normal de l'établissement, notamment pour les espaces ouverts au public ;

- Les dispositions pour assurer une intervention en continue tous les jours travaillés de la semaine ;
- Les sujétions (en les considérant comme normalement prévisibles) apportées par les intempéries, les crues et autres phénomènes naturels indiqués par les stations météorologiques et le service de navigation de la Seine les plus proches du chantier ;
- Les contraintes imposées par les services de voiries de la Ville de Paris ;
- Le maintien de la circulation du quai Branly et de la rue de l'Université ainsi que dans le périmètre du site ;
- Les démarches auprès des concessionnaires et administrations ;
- Les incidences liées au respect des textes et normes concernant les normes acoustiques sur le chantier ;
- Toutes sujétions pour le maintien en service des réseaux existants conservés en phase travaux et/ou dévotés ;
- Les sujétions dues aux travaux exécutés par les compagnies concessionnaires et services publics ;
- Toutes les sujétions résultant de l'exiguïté du terrain, du trafic routier et des ouvrages existants (bâtiments mitoyens, arbres, éléments d'aménagement urbain à conserver ou à remettre en état en cas de dégradation) ;
- La totalité des réparations à la suite de dégradations des voies publiques, par dérogation aux dispositions de l'article 34.1 du CCAG-TRAVAUX ;
- Les frais d'assurances résultant des obligations définies à l'article 25 du présent CCAP ;
- Les frais et taxes éventuels d'occupation de voirie ;
- La formation du personnel désigné par le pouvoir adjudicateur pour la mise en exploitation ;
- Les frais de reprographie des plans PEO et DOE, et de toutes pièces nécessaires à la réalisation des travaux telles qu'elles sont définies dans le CCAP ;
- Les frais d'établissement des devis et des études de faisabilité y afférents en réponse aux demandes du pouvoir adjudicateur ;
- Les frais à la charge des entreprises relatifs aux installations de chantier ;
- Les frais résultants des demandes et observations du pouvoir adjudicateur concernant notamment la reprise de plans non conformes ;
- Les frais de nettoyage, d'enlèvement des déchets, gravois et emballages, qui seront évacués quotidiennement.

L'énumération des points qui précèdent comprend l'ensemble des obligations techniques et juridiques pour lesquelles le titulaire dispose des éléments d'information qui lui ont permis d'en faire l'évaluation ou sont normalement prévisibles ou admis par les règles de l'art et les usages.

Les manutentions des divers matériels sont à la charge des titulaires de l'accord-cadre.

Lors de ces manutentions, la mise en place de barrières et toute disposition nécessaire à la protection des visiteurs sont à la charge des titulaires de l'accord-cadre dans la mesure où celles-ci sont autorisées.

21.2 Coefficient de complexité ou de travaux en horaires décalés

Les coefficients de complexité ou de travaux en horaires décalés renseignés dans le bordereau des prix unitaires sous forme de coefficients multiplicateurs et non en pourcentage permettront, lors de chaque consultation, de prendre en compte les paramètres suivants :

- Le travail de nuit de 22h00 à 6h00 ;
- Le travail des dimanches et jours fériés ;

Ces coefficients de complexité ne sont pas applicables du fait d'un retard du titulaire sur le calendrier initial d'exécution des travaux.

Si aucune des contraintes décrites ci-dessus ne concerne ladite opération objet d'un marché subséquent, ce coefficient de complexité sera égal à 1.

Le coefficient indiqué par le titulaire sur le bordereau de prix unitaires est le coefficient maximum applicable. Le titulaire ne pourra appliquer un coefficient supérieur lors de la passation des bons de commandes et des marchés subséquents passés sur le fondement du présent accord-cadre.

21.3 Révision des prix unitaires fixés dans le BPU de l'accord-cadre

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois « m0 », qui, par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-TRAVAUX, correspond au mois de remise des offres initiales. Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis selon les conditions économiques en vigueur à ce mois.

Les prix unitaires sont fermes pour la première période d'exécution. Ils sont révisables à la date anniversaire de l'accord-cadre concerné selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,20 + 0,80 (I_n/I_0))$$

Formule dans laquelle :

P = prix révisé HT ;

P₀ = prix initial HT au mois M0 ;

I₀ = index de révision du mois d'établissement des prix de l'accord-cadre concerné (m0) ;

I_n = dernier index de révision connu à la date anniversaire de l'accord-cadre concerné.

L'index de référence formant I (partie variable de la formule) est une somme des indices BT18a (Menuiserie intérieur en bois) et BT19b (Menuiserie extérieure en bois) avec la formule suivante : $I = 0,5(BT18a + BT19b)$

Les indices renseignés ci-dessus, sont les derniers indices publiés sur le site www.insee.fr

Le coefficient de révision arrondi au millième supérieur sera arrêté à la troisième décimale.

Les prix du BPU révisés devront prévoir la règle de l'arrondi.

21.4 Prix additifs

Par dérogation à l'article 23 du CCAG-TRAVAUX, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant, des prix nouveaux pendant l'exécution de l'accord-cadre ne figurant pas dans le bordereau de prix unitaires initial pourront être incorporés au BPU après acceptation de la personne publique.

Toutefois, le montant total de ces nouveaux prix, appelés additifs ne pourra dépasser 5% du montant maximum du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse où, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, une ligne du BPU venait à perdre sa raison d'être en raison de la disparition du besoin ou de l'arrêt de la commercialisation du produit, le prix associé à cette ligne pourra être supprimé ou remplacé. Cette opération sera réalisée dans la limite des 5% du montant maximum de l'accord-cadre prévus ci-dessus.

21.5 Variation des prix du ou des catalogue(s)

Les prix des prestations figurant dans le(s) catalogue(s) des titulaires seront ajustés annuellement à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

Le taux de remise applicable sur l'ensemble du ou des catalogue(s) des titulaires ainsi que le coefficient sont fermes pour toute la durée de l'accord-cadre.

Les prix catalogue seront ajustables, à la baisse ou à la hausse, par référence aux prix unitaires de vente applicables à l'ensemble de la clientèle des titulaires.

Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à faire parvenir au musée du quai Branly - Jacques Chirac, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel avec accusé de réception, leurs nouveaux tarifs (ou barème) avec un préavis d'un (1) mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

La remise initialement consentie par les titulaires s'applique alors sur ces nouveaux tarifs.

21.6 Application de la TVA

Les prix du présent accord-cadre sont assujettis au taux en vigueur à la date du fait générateur.

22. MODALITES DE REGLEMENT

22.1 Avance

Il est fait application de l'option B de l'article 10.1 du CCAG-TRAVAUX.

Conformément à l'article R.2191-5 du Code de la commande publique, le titulaire peut refuser le versement de l'avance. Il fait mention de son choix au sein de l'acte d'engagement.

En application des dispositions de l'article R.2191-3 et R2191-16 du Code de la commande publique, , le musée accorde une avance lorsque le montant d'un bon de commande ou d'un marché subséquent est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois. Cette avance représentera 5% du montant du bon de commande ou de la part forfaitaire du marché subséquent concerné. Le taux est porté à 10% lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise telle que mentionnée à l'article R2151-13 du Code de la commande publique.

Par ailleurs, les modalités de calcul de l'avance seront précisées dans chaque bon de commande ou marché subséquent.

En application de l'article R.2191-11 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'effectuera par précompte sur les sommes dues dès que le montant cumulé de(s) facture(s) présentée(s) par le titulaire dépassera 30% du montant HT de la commande. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 65 % du montant HT de la commande.

Aucune avance sur matériel de chantier ne sera versée aux titulaires de l'accord-cadre.

22.2 Acomptes

Des acomptes pourront être versés au titulaire aux quantités réellement effectuées, sous réserve de validation de service fait, entendu que la valeur des prestations réalisées représente le montant de

l'acompte. Le détail de l'échéancier de paiement sera établi au moment de la contractualisation de la commande (bon de commande ou marché subséquent).

À la fin de la prestation, le titulaire transmettra une dernière facture faisant apparaître le montant du solde à payer. Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au titulaire en application du présent accord-cadre, seront déduites par le musée du quai Branly – Jacques Chirac du montant total du solde, si elles n'ont pas été déjà déduites lors des versements précédents.

22.3 Règlement des prestations sur bons de commande

Chaque facture devra se rapporter à un seul bon de commande. Si un bon de commande peut donner lieu à plusieurs factures notamment si la prestation a une durée supérieure à un (1) mois, des acomptes mensuels seront versés au titulaire en fonction de l'avancement des prestations. Une facture ne peut regrouper tout ou partie de plusieurs bons de commande.

22.4 Facturation – envoi des factures

Le titulaire déposera obligatoirement ses factures sur Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr> en utilisant les données suivantes :

- Le SIRET du musée du quai Branly – Jacques Chirac : 18009214000037
- Le n° d'engagement de la dépense au format EAAAA000XXXX
- Le Code service : SFACT

Ce service est entièrement gratuit. Le titulaire dispose à ses frais d'un ordinateur équipé d'un navigateur web et d'un accès au réseau internet.

Chaque facture portera les mentions légales obligatoires :

- La date d'émission de la facture,
- La numérotation de la facture,
- La date de réalisation de la prestation,
- Le numéro de la commande,
- L'identité du titulaire,
- L'identité de l'acheteur,
- Le numéro individuel d'identification à la TVA du titulaire et de l'acheteur,
- La désignation de la prestation,
- Le montant HT de la facture,
- Le (s) taux de TVA, le montant total de TVA,
- Le montant TTC de la facture,
- Les références de l'accord-cadre.

Le représentant de la personne publique se réserve le droit de demander au titulaire tout justificatif supplémentaire qu'elle estimera nécessaire au règlement des comptes

22.5 Projets de décomptes

Par dérogation aux articles 12.3 et 12.4 du CCAG-TRAVAUX, chaque marché subséquent ne donnera pas lieu à l'établissement d'un décompte final et d'un décompte général.

Le paiement du solde se fera sur présentation d'une facture sur laquelle devra figurer le montant initial hors taxe du marché subséquent, le montant de chaque acompte versé au titre du marché et la différence représentant le solde.

Il est fait application de l'article 12.1 et 12.2 du CCAG-TRAVAUX.

22.6 Délai de paiement et intérêts moratoires

L'accord-cadre est financé sur le budget du musée du quai Branly – Jacques Chirac. Le paiement des factures/acomptes et du solde sera effectué par virement administratif sur un compte bancaire ou postal. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la réception de la facture par la personne publique, sous réserve de certification de service fait. Le taux des intérêts moratoires est égal

au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points et de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1^{er} jour de retard.

23. PENALITES

Par dérogation aux dispositions de l'article 19 du CCAG-TRAVAUX, les prestations non conformes à l'accord-cadre donneront lieu à l'application de pénalités suivant les conditions définies ci-après. Toutes les pénalités sont cumulables entre elles et hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TRAVAUX, l'application des pénalités ne fera en aucun cas l'objet d'une mise en demeure.

23.1 Pénalités de retard dans la réalisation des prestations et/ou remise des documents

Tout retard dans la réalisation des prestations, ou le rendu de livrables exigés (documents, notes de calcul, échantillons, premiers de série etc...) par rapport aux délais prévus dans le présent accord-cadre ou précisés dans les bons de commande ou marchés subséquents, feront l'objet d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros HT, sans mise en demeure préalable pour chaque jour de retard constaté (et par livrable, le cas échéant). Cette pénalité s'applique à tout retard constaté dans l'exécution des prestations relevant de bons de commande ou de marchés subséquents.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-TRAVAUX, l'application des pénalités de retard d'exécution n'est pas limitée à 10% du montant de chaque marché subséquent ou bon de commande. De plus, le seuil en dessous duquel les pénalités ne sont pas appliquées est de deux cents euros (200 €) pour chaque marché subséquent et chaque bon de commande.

23.2 Pénalité pour absence de réponse à une commande ou une consultation

Si le titulaire contacté ne répond pas cinq (5) fois à une sollicitation pour le passage d'un bon de commande sur toute la durée de l'accord cadre, le titulaire ne sera pas appelé lors des deux (2) prochains cycles de sollicitation.

Si le titulaire contacté ne répond pas dix (10) fois à une sollicitation pour le passage d'un bon de commande sur toute la durée de l'accord cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de dénoncer ce titulaire. Cette dénonciation entraînera la résiliation simple du présent accord cadre avec ce titulaire pour faute.

Les autres titulaires seront informés de cette résiliation.

23.3 Pénalités pour non-respect des documents contractuels

Le non-respect de l'ensemble des dispositions des documents contractuels comprenant le mémoire technique fourni par le titulaire, lors de la remise de l'offre, entraînera l'application d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros HT, sans mise en demeure préalable pour chaque manquement constaté. Ainsi, les absences aux rendez-vous ou aux réunions organisées par la personne publique pourront faire l'objet d'une pénalité de cent (100) euros par absence non motivée.

23.4 Pénalités pour non-respect du plan de prévention

Sur simple constat de l'inspecteur hygiène et sécurité ou toute autre personne habilitée par le pouvoir adjudicateur, des pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable au titulaire pour non-respect des dispositions fixées dans le plan de prévention.

Les montants de ces pénalités sont les suivants :

- Mille euros (1 000 €) par infraction constatée lorsque la violation met en danger la vie du salarié ou la vie d'autrui ;
- Cinq cents euros (500 €) par infraction constatée pour tous les autres cas.

23.5 Retenue provisoire pour non-remise des attestations

En cas de non-production de l'attestation d'assurance, des attestations sociales et fiscales, une retenue provisoire de 200 (deux cents) euros HT par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire. Cette somme sera reversée au titulaire à compter de la réception du document par l'établissement.

23.6 Pénalités pour non-remise des documents relatifs à la sous-traitance

Chaque titulaire est tenu de communiquer l'acte de sous-traitance et ses avenants éventuels à la personne publique, lorsque celle-ci en fait la demande. À défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de dix (10) jours calendaires courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par la personne publique, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3 000 du montant hors taxes de la sous-traitance, éventuellement modifiés par avenant, ou, à défaut, du montant du bon de commande ou marché subséquent concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour calendaire de retard.

23.7 Pénalités pour défaut dans la gestion des déchets

Pour toute absence ou retard injustifié de remise d'un bordereau de suivi des déchets dans les conditions décrites à l'article 12.6 du présent CCAP, une pénalité d'un montant de cent (100) euros sera appliquée.

23.8 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise titulaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de trente (30) euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à soixante-quinze (75) euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

23.9 Retenues et pénalités en cas de retard dans l'exécution des travaux

23.9.1 Retards en cours de chantier

Des retenues et/ou des pénalités seront appliquées en cas de retard dans l'exécution des travaux par rapport au calendrier détaillé d'exécution des travaux. Elles seront calculées sur la base de 1/500ème du montant du prix global et forfaitaire HT du marché subséquent ou du montant du bon de commande concerné, par jour calendaire de retard.

Ces retenues et/ou pénalités seront levées si et seulement si le titulaire du marché subséquent ou du bon de commandes résorbe son retard sans que les conditions d'exécution des ouvrages en soient affectées au point de contrarier les règles de l'art et les obligations contractuelles.

23.9.2 Retards en fin de travaux

En cas de dépassement du délai global d'exécution des travaux qui comprend les délais nécessaires au repliement des installations de chantier et à la remise en état des lieux, il sera appliqué, par jour calendaire de retard, une pénalité égale à 1/500ème du prix global et forfaitaire HT du marché subséquent ou du montant du bon de commande concerné.

Le titulaire pourra solliciter la remise des pénalités prévues aux alinéas précédents. Pour être recevable, la demande de remise devra être formulée par écrit et contenir l'exposé des motifs qui justifieraient, selon le titulaire, cette remise.

23.10 Pénalité pour retard dans la remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des plans à fournir après exécution par le titulaire du marché subséquent ou du bon de commande, une pénalité sera appliquée sur le dernier paiement dû au titulaire, sans mise en demeure préalable.

Cette pénalité prendra la forme d'une pénalité d'un montant de cent (100) euros par jour calendaire de retard compté à partir du 1er du premier mois de retard.

23.11 Pénalités pour retard dans la levée des réserves

En cas de retard constaté dans la levée des réserves, il sera appliqué une pénalité de deux cents (200) euros par jour calendaire de retard.

23.12 Autres pénalités et retenues diverses

23.12.1 Accident du travail

Les entrepreneurs s'engagent à saisir immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur et de l'ingénieur hygiène et sécurité de tout accident survenant à l'un de leurs salariés employés sur le chantier.

Tout manquement à cette obligation sera sanctionné par une pénalité forfaitaire de cinq cents (500) euros, appliquée sans mise en demeure préalable.

23.12.2 Non-respect des règles de sécurité

Le non-respect des règles de sécurité implique un arrêt immédiat des travaux et l'application des pénalités prévues à l'article 23.4 du présent CCAP.

23.12.3 Retard dans le nettoyage quotidien du chantier

Tout retard dans le nettoyage quotidien du chantier sera sanctionné par une pénalité de cent (100) euros par jour calendaire de retard.

23.12.4 Autres pénalités et retenues provisoires

Ces pénalités ou retenues provisoires sont appliquées au titulaire dans les cas suivants :

- Retard dans la libération des terrains et emplacements mis à sa disposition par le pouvoir adjudicateur et/ou des entreprises de chantier sur le domaine public : deux cents (200) euros par jour calendaire de retard ;
- Travaux sur le domaine public sans signalisation ou protection efficace : cinq cents (500) euros par jour calendaire et par infraction constatée ;
- Non-respect des prescriptions relatives aux mesures acoustiques : deux cents (200) euros par infraction constatée.

23.13 Réparation des dégâts

Si l'un des titulaires, à l'occasion de son intervention, commet une faute entraînant des dégâts aux ouvrages existants ou nouvellement créés et si ces dégâts lui sont directement imputables, il doit assurer à ses frais, et sous sa responsabilité la remise en état. En cas de carence dans un délai de huit (8) jours calendaires après mise en demeure le sommant de procéder aux remises en état, le pouvoir adjudicateur prélèvera, sur les sommes dues au titulaire, l'équivalent au moins de l'évaluation des dépenses nécessaires aux remises en état. Ceux-ci pourront être réalisés aux frais et risques du titulaire conformément aux dispositions de l'article 52 du CCAG-TRAVAUX.

Si dans le délai de trente (30) jours, comptés depuis le jour de la constatation des dégâts, le titulaire n'a pas fait les démarches nécessaires pour engager les travaux de remise en état, les dispositions fixées à l'article 52 du CCAG-TRAVAUX s'appliqueront.

24. RESILIATION

L'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG-TRAVAUX.

Par ailleurs et en application de l'article 52 du CCAG-TRAVAUX, lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions de l'accord-cadre et de ses bons de commandes, de ses marchés subséquents ou aux ordres de service, le représentant du pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit. Ce délai, sauf pour les marchés intéressant la défense ou en cas d'urgence, n'est pas inférieur à quinze (15) jours à compter de la date de notification de la mise en demeure.

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la poursuite des travaux peut être ordonnée, à ses frais et risques, ou la résiliation peut être décidée.

Pour assurer la poursuite des travaux, en lieu et place du titulaire défaillant, il est procédé, le titulaire étant présent ou ayant été dûment convoqué, à la constatation des travaux exécutés et des approvisionnements existants ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel du titulaire et à la remise à celui-ci de la partie de ce matériel qui n'est pas utile à l'achèvement des travaux.

En cas de résiliation aux frais et risques du titulaire défaillant, les mesures prises en application de l'article 52.3 du CCAG-TRAVAUX sont à la charge de celui-ci. En complément, les parties conviennent que le titulaire supportera également le coût des prestations nécessaires à la garde des ouvrages, approvisionnements, installations réalisées par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

En tout état, les excédents de dépenses qui résultent du nouveau marché, passé après la décision de résiliation prévue aux articles 52.2 ou 52.3 du CCAG-TRAVAUX, sont à la charge du titulaire.

24.1 Résiliation pour faute

Sans qu'il soit dérogé à l'article 50.3 du CCAG-TRAVAUX, le musée du quai Branly - Jacques Chirac se réserve le droit de résilier l'accord-cadre, le bon de commande ou le marché subséquent à l'égard du titulaire en cas de manquement à ses obligations contractuelles. Cette résiliation interviendra de plein droit, après mise en demeure restée infructueuse, sans préjudice du droit à indemnisation du musée du quai Branly - Jacques Chirac en cas de dommages avérés.

Sont notamment considérés comme fautifs :

- L'exécution défaillante ;
- Des manquements graves et répétés (notamment, des retards répétés, des emballages défectueux, etc.) ;
- Le non-respect des procédures de sécurité, définies au présent CCAP ;
- Lorsque le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité.

En outre, par dérogation à l'article 46.3 du CCAG-TRAVAUX, le musée du quai Branly - Jacques Chirac se réserve la possibilité de prononcer une résiliation immédiate et sans mise en demeure préalable, à l'égard du titulaire qui aurait commis l'un des manquements suivants :

- Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 50.1.1 du CCAG-TRAVAUX, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, à des actes frauduleux ;
- Postérieurement à la signature de l'accord-cadre, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- Postérieurement à la signature de l'accord-cadre, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution de l'accord-cadre, s'avèrent inexacts ;
- Montant des réfections ou des pénalités appliquées aux prestations exécutées pour une période donnée atteignant ou dépassant le montant de la rémunération prévue pour lesdites prestations pour la même période.

La résiliation de l'accord-cadre à l'égard du titulaire défaillant emporte résiliation automatique, pour le même motif, du ou des bons de commandes et du ou des marchés subséquents en cours d'exécution et dont il serait titulaire.

24.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le musée du quai Branly - Jacques Chirac se réserve le droit de résilier l'accord-cadre pour motif d'intérêt général à tout moment, moyennant le respect d'un préavis de deux (2) mois. La décision est envoyée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

25. ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS

Les documents mentionnés au présent article devront être déposés par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, par la personne publique, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com/fr/>

En cas de difficultés dans le dépôt des documents, il est possible de contacter le service juridique et des achats : marches-publics@quaibranly.fr

25.1 Assurances

Avant la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra remettre au représentant de la personne publique un exemplaire de la police souscrite contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incombent du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes de l'accord-cadre à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations. Chaque titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du Code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

25.2 Assurance de responsabilité décennale

L'assurance de responsabilité décennale des constructeurs, conformément aux dispositions de l'article L. 241-1 du Code des assurances, étendues à leurs sous-traitants, doit être souscrite par les titulaires.

25.2.1 Assurés

Les assurés sont :

- Les entreprises titulaires ;
- Les sous-traitants (pour autant que nominativement désignés au contrat) ;
- Les fabricants d'EPERS, le coordinateur sécurité santé et le contrôleur technique ne sont pas garantis par cette police.

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité de chaque titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congé payés, déplacements).

Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée de l'accord-cadre est entièrement prise en charge par le titulaire concerné.

Chaque titulaire sera responsable des dommages de toute nature que lui-même ou son suppléant aura occasionné aux biens qui lui sont ou non confiés, au personnel de l'établissement public ou à toute autre personne présente sur le site.

Chaque titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre et renonce à tout recours contre le pouvoir adjudicateur. Il lui appartient de souscrire tout contrat d'assurance couvrant ces dommages.

25.2.2 Nature de la garantie

Le contrat garantit le paiement des travaux de réparation de l'ouvrage à la réalisation duquel l'assuré a contribué lorsque la responsabilité de ce dernier est engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code Civil à propos de travaux de bâtiment et dans les limites de cette responsabilité.

Les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontages éventuellement nécessaires.

25.2.3 Montant des garanties

Montant des travaux TTC, indexé sur les indices de l'accord-cadre.

25.2.4 Franchises

Les garanties ci-dessus sont accordées aux constructeurs responsables sous déduction d'une franchise (indexée sur les indices de l'accord-cadre) par sinistre et par intervenant responsable dont le montant ne saurait excéder :

- Entreprises de gros œuvre fondation, structures, façades : 15 000 € ;
- Autres entreprises et notamment second œuvre et corps d'état techniques : 4 600 €.

25.3 Attestations fiscales et sociales

Le titulaire devra fournir tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution des prestations, les documents listés par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000038318472/>

26. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SANTE ET SECURITE

Les dispositions de l'article 7 du CCAG-TRAVAUX sont applicables.

Par dérogation aux dispositions de l'article 7.2 du CCAG-TRAVAUX, en cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement, de la sécurité et de la santé en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par la personne publique afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant, sauf si ces dispositions sont moins protectrices de l'environnement.

27. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de la personne publique.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C 87, 1948) ;
- La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C 98, 1949) ;
- La convention sur le travail forcé (C 29, 1930) ;
- La convention sur l'abolition du travail forcé (C 105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- La convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- La convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Par dérogation aux dispositions de l'article 6.2 du CCAG-TRAVAUX, en cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail plus favorable et/ou plus protectrice pour les salariés en cours d'exécution de l'accord-cadre, celle-ci sera applicable directement.

Le titulaire peut demander à la personne publique, du fait des conditions particulières d'exécution de l'accord-cadre, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

28. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES RELATIVE AU CONTROLE ET AU SUIVI DE L'ACTION D'INSERTION

Le titulaire est informé que la collecte et le traitement des données personnelles, permettant le contrôle et le suivi de l'action d'insertion, définie comme condition d'exécution du présent accord-cadre, a été confiée par l'établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac à l'EPEC.

Le titulaire et ses sous-traitants seront en charge d'informer les personnes concernées du traitement de leurs données personnelles par l'EPEC en précisant les données collectées, la finalité du traitement de données, la durée de conservation des données et les modalités d'accès à leurs données.

Les données personnelles collectées par l'EPEC seront : nom, prénom, genre, date de naissance, adresse, niveau de formation et tous justificatifs permettant de contrôler l'éligibilité à la clause sociale d'insertion. Les personnes concernées par cette collecte et ce traitement de données sont les publics en insertion recrutés par les entreprises titulaires de cet accord-cadre.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, le titulaire, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif de contrôle et de suivi de l'action d'insertion.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant la durée de cet accord-cadre et jusqu'à 24 mois après sa fin.

En l'absence de recrutement effectif de la personne, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches de contrôle et de suivi de l'action d'insertion. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences

18 rue Goubet

75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations par l'entreprise attributaire entraînera l'impossibilité de valoriser les heures d'insertion réalisées.

29. SOLIDARITE

Dans le cas où l'un des titulaires de l'accord-cadre est un groupement d'entreprises, le mandataire désigné à l'acte d'engagement est solidaire de chacun des cotraitants dans les obligations

contractuelles de celui-ci à l'égard du pouvoir adjudicateur jusqu'à la date, définie au 1 de l'article 44 du CCAG-TRAVAUX, à laquelle ces obligations prennent fin.

Cette solidarité n'impose cependant pas au mandataire une exécution personnelle des travaux qu'il serait conduit à assumer en cas de défaillance d'un des cotraitants. Il est expressément autorisé à recourir à la sous-traitance, dans les conditions prévues au présent contrat.

Il est donc exonéré de l'obligation de justifier de sa capacité technique personnelle à réaliser l'ensemble des travaux dont il pourrait être appelé à répondre.

Ces dispositions s'appliquent à toutes entreprises (mandataire ou cotraitant) entre lesquelles existe un lien de solidarité.

Le mandataire représente, jusqu'à la date ci-dessus, l'ensemble des entrepreneurs cotraitants, vis à vis du pouvoir adjudicateur, du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché. Il assure sous sa responsabilité, la coordination de ces entrepreneurs en assurant les tâches d'ordonnancement et de pilotage des travaux.

30. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les dispositions du chapitre 8 du CCAG-TRAVAUX sont applicables.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties et s'il ne peut être obtenu un accord amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

31. DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-TRAVAUX, le dernier article du présent CCAP ne contient pas la liste récapitulative des articles dérogeant au CCAG-TRAVAUX.

Ces dérogations sont précisées pour chaque article concerné dans le présent CCAP.